

le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde **libertaire**



**Quand tous
les pauvres
s'y mettront...**

M 02137 - 1355 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Un père de famille a été interpellé mercredi à Montmagny (95),
après avoir brûlé son fils de 16 ans au fer à repasser pour effacer
le A d'anarchie qu'il s'était fait tatouer sur l'avant bras. »

hebdo n° 1355

20, 9 avril 2004 du 15 au 21 avril 2004

FOP d520

Sommaire



Vrais faux **civils** de Fallujah, par F. Dupuis-Déri, page 4

Qu'attendre du **syndicalisme**? par J. P. Germain, page 4

France Culture fait son tri, par M. Benasayag, page 4

H. Lenoir rapporte des nouvelles du **front**, page 5

Les salariés de STMicroelectronics toujours en **lutte**, par C. Danis, page 5

Comment prendre la **RATP** à son propre piège, par D' Martius, page 6

L'autruche de Ladriss s'étale, page 7

Croupir en **prison**, par B. Hennequin, page 7

Un tour de France **antinucléaire**, par Bob, page 8

Débat autour des **éoliennes**: le vent tourne, par Stéf@, page 9

Question **genres**, Mimi a encore des efforts à faire, par Jean, page 11

Congrès de l'**IFA**, premier jet de textes, page 12

Sharon décroche la palme du **terrorisme**, par J. P. Garnier, page 15

Shara de Naomi Kawase, par H. Hurst, page 17

V. Marin rend hommage à **Gébé**, page 18

Les Amis d'ta femme ont compilé des **chants révolutionnaires**, page 19

Larcenet signe une **BD antimilitariste**, par Herlje, page 21

Agenda anarchiste, page 22

Radio libertaire et vie du **mouvement**, page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé *	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n ^{os}	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n ^{os}	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)

** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59



LA PAUSE PASCALE PASSÉE, revenons une dernière fois sur cette affaire qui a passionné de nombreuses personnes: le dernier film de Mel Gibson.

Il aura fallu attendre les années 1960 et le concile Vatican II pour que l'Église catholique abandonne officiellement la doctrine selon laquelle les juifs étaient responsables de la mort du Christ. Ceci dit, pouvions nous croire naïvement que Mel Gibson allait prendre en compte sans sourciller ce tournant idéologique des catholiques? Ces prises de positions contre l'avortement ou les mariages entre homosexuels sont pourtant éloquentes. Rien donc d'étonnant de voir une interprétation de la passion du Christ insistant sur les thèmes de la souffrance et du martyr, qui pose une question sans la poser: qui sont les responsables?

Nous, anarchistes, retenons de cet épisode cinématographique le sang coulé. Qu'il est plaisant somme toute de rappeler combien fut et est sanglant le combat des religions des origines jusqu'à aujourd'hui. Enfin un Christ sur une croix qui saigne pour de bon...

Ce qui nous inquiète est le lever de bouclier médiatique qui nous démontre que débattre autour de l'antisémitisme est décidément épineux. Il en été déjà ainsi lors des discussions et des égarements au sujet du voile, où on avait voulu nous faire croire que les seules traces d'antisémitisme en France résidaient dans nos banlieues. Badaboum, voilà que la menace vient cette fois d'un bon blanc, américain, et qui plus est, avec une machine hollywoodienne derrière lui... Il serait temps de tordre le coup aux idées nauséabondes, mais sûrement pas en s'en dédouanant. Osons dire que la société occidentale a pour héritage 2000 ans de chrétienté et en conséquence une bonne dose d'antisémitisme - Vatican II ou non.

Mais le déni est une triste habitude en ce qui concerne la France. Si elle ne veut pas assumer son passé millénaire, il en est de même pour ses escapades coloniales. Ce n'est pas Chirac qui va nous contredire: « Le scrutin du 8 avril et la campagne qui l'a précédé ont permis au peuple algérien de démontrer sa volonté d'aller de l'avant sur le chemin du pluralisme démocratique et de la modernisation économique et sociale ».

Il fallait voir Fellag en spectacle le lendemain de ces élections. Son rire était plus que jamais nécessaire mais douloureux. Il mettait en scène deux immigrés. L'un a quitté l'Algérie le jour de son indépendance, l'autre un peu plus tard pour des motifs plus économiques, et ils se retrouvent face à face, le guichet des Assedic les séparant. « Reviens au pays, mais après les élections! Mais pas celle-là, ni la prochaine. Peut être la suivante... ». « Mais, t'inquiète, au pays, on produit beaucoup, mais alors beaucoup, vraiment beaucoup et beaucoup et encore beaucoup... d'espoir! » Jusqu'au 30 avril à la MC 93 à Bobigny.

Ça branle dans le manche...

Delgranados

RAFFARIN arborait jusqu'à présent, en médaille de sa réussite, sa capacité à avoir pu préserver la race des ânes du Poitou. Aujourd'hui, il doit faire face à un autre défi, pense-t-il: sauver l'UMP.

Certes les ânes ont leur utilité mais l'UMP?

En effet, ce parti, constitué au lendemain de l'élection de Chirac en 2002, a pour seul objectif d'être une écurie de candidats pour les élections, de la commune à la tête de l'État. C'est ainsi qu'il a agrégé les gaullistes, les libéraux, les chrétiens sociaux, voire certains vieux radicaux (pour les deux derniers, ne pas les confondre avec ceux de l'écurie d'en face: les sociaux chrétiens et les radicaux de gauche), tous embarqués sur le même bateau sans l'espoir de rassembler les bulletins de vote. Cette arche, en passe de devenir celle de Noé, imposait sa discipline: se taire et marcher au pas du gouvernement.

Là où ça dérape, c'est quand le gouvernement trébuche et que chacun de ces jeunes ou vieux baudets s'interroge sur le bien fondé de suivre le muletier. La charge est lourde et le bât blesse.

Première rebuffade: adopter ou ne pas adopter la loi sur la décentralisation?

Le vote initialement prévu le 7 avril est repoussé de quelques jours, les vieux grognards du gaullisme montent au créneau, c'est le bazar chez les députés. Certains ne comprennent plus le Chef, le général les a menés à la boucherie et il n'est pas remplacé!!!

Courageux les élus mais pas au point de perdre leurs indemnités et la voiture avec chauffeur.

Ça tergiverse sérieusement sous les ors de la République, seul Barrot vient à bout de la

fronde par une de ses propositions que seul un extrémiste du centre pouvait trouver: on va voter la loi, mais c'est pas pour du bon, on la discutera quand il faudra l'adopter.

Tous les baudets sont contents et le muletier aussi, il n'y aura pas d'onagres, le vote aura lieu le 14 avril. Les bourricots, présidents de régions, de l'écurie d'en face, auront été écartés et le bon peuple saura qu'il y a un chef à la tête du troupeau.

Mais le mulet est introduit et la continuité de l'UMP n'est plus garantie. Chacun y va de la création de son courant: Madelin réuni ses ouailles, Méhaignerie pleure sa Bretagne catholique passée des chrétiens-sociaux aux sociaux-chrétiens, Debré en appelle au jacobinisme. C'est la chienlit.

Enfin, Raffarin doit tenir 100 jours avant le prochain scrutin des Européennes.

Le système parlementaire vient de nous démontrer en peu de temps toute sa fragilité. Certes le gouvernement poursuit dans sa voie et annonce à tour de bras qu'il va privatiser pour remplir les caisses de l'État et parvenir aux critères de stabilité du pacte de l'Union européenne.

Pour autant, y compris dans ses rangs, personne croit au bien fondé de cette politique, il semble avancer là où le porte la vague du libéralisme avec pour seul soutien déclaré le Medef.

Concernant l'alternative: la gauche parlementaire, elle n'est pas crédible. C'est elle en effet qui a initiée la décentralisation, accrue les privatisations, notamment avec le ministre communiste Gayssot concernant les transports et a déclaré par la voix de Jospin qu'il fallait repousser l'âge de la retraite.

Les temps à venir pourraient être incertains, le pouvoir est fragile, la rue pourrait nous revenir. D.

Vous avez dit « civil » ?

LE 1^{ER} AVRIL, les « unes » de tous les journaux aux États-Unis traitaient du massacre de quatre « civils » américains à Fallujah, en Irak. Les images horribles des cadavres carbonisés et pendus à la structure métallique d'un pont, avec en premier plan une foule qui dansait de joie, ont fait le tour du monde. « Sauvages ! », titraient les tabloïds américains. Depuis, les militaires américains ont encerclé la ville où s'est déroulé le drame et tentent de retrouver – morts ou vifs – les auteurs de cette attaque.

Ces « civils » travaillaient pour l'agence Black Water, qui se désolé d'ailleurs en ouverture de son site Internet de la mort de ses employés (site Internet : www.blackwaterusa.com). Une visite sur le site Internet est à la fois instructive et surprenante. Cette agence recrute, entraîne et déploie des « contractants », terme discret pour désigner des mercenaires. Le site est agrémenté de photos pour le moins surréalistes qui ne laissent aucun doute sur la nature des services qu'offrent cette compagnie « civile ». La plus impressionnante montre, en retrait au dessus du slogan « En appui à la liberté et à la démocratie partout ! », cinq employés de Black Water en position de combat, arme en position de tir et en tenue paramilitaire.

Le site comprend un « magasin » et il est possible de commander directement toute une série d'articles, de la casquette ou la tasse frappée du logo Black Water aux vêtements militaires, en passant par les équipements pour nettoyer des armes, les lunettes de visée infrarouge, et des badges curieusement frappés des emblèmes de l'armée américaine, agrémentés du slogan « Défendons notre liberté ».

En parcourant la liste des cours offerts, on peut également s'inscrire à une session de trois ou cinq jours d'entraînement au tir au pistolet, au fusil à pompe, à la carabine, ou encore apprendre à devenir tireur d'élite ou garde du corps.

Les entraîneurs sont d'ex-officiers de l'armée américaine ou de la police. Black Water offre également un babillard électronique où est affichée une liste de ses employés en disponibilité : on y trouve principalement des ex-militaires de l'armée américaine.

Selon le directeur de l'organisation, Gary Jackson, les clients de Black Water comptent le ministère de la « défense » des États-Unis, des firmes multinationales, et des « nations amies ». La compagnie se vante d'avoir l'installation privée d'entraînement tactique la plus complète aux États-Unis. Il s'agit en fait d'un immense domaine de 6 000 acres. Black Water se vante aussi d'avoir entraîné plus de 20 000 personnes.

Francis Dupuis-Déri

Syndicalisme en renouveau ?

EN 1981, avec la victoire de la gauche, ça faisait péter la roteuse au square Montholon. Les dirigeants de la CFDT saluaient la victoire de François Mitterrand comme la leur. La social-démocratie était au pouvoir et, eux, prétendaient tenir le haut du pavé dans le mouvement social. Plus de vingt ans après, Chérèque-fils peut seulement dire dans un interview au *Nouvel Observateur* : « Le gouvernement nous a fait un enfant dans le dos. » Un peu surprenant, n'est-il pas ? Le patron de la CFDT ne se réjouit pas de la gifle infligée par le peuple souverain à la droite au pouvoir mais semble surtout déplorer d'avoir été mis de côté en tant que partenaire social.

Sinon, à part le « Victoire dans les urnes, victoire dans les luttes » d'un tract CGT, qu'y a-t-il de nouveau sur le front syndical ? Des confédérations représentatives, l'unanimité semble dire qu'il vaut voir sur pièces... Seule la CFDT (encore ?) affirme que si la droite au gouvernement a subi un échec, ce n'est pas de la faute à la législation sur les retraites...

Un troisième tour social sera-t-il à attendre pour l'ambulance Raffarin ? Il y a du pain sur la planche pour les revendications

syndicales : chômage, privatisations, enseignants, chercheurs, Sécu...

Mais le « printemps chaud » va-t-il décevoir nos espérances ? L'annonce par Sarkozy d'une brouette de privatisations aura balayé le soupçon d'illusion que Chirac pouvait avoir éveillé. Alors, les boutiques syndicales, y aura-t-il une riposte unitaire ? La centrale sise à Montreuil a déclaré la semaine dernière : « Le syndicalisme a désormais une responsabilité immense pour permettre aux salariés de se rassembler, de se faire entendre et obtenir les changements auxquels ils aspirent dans la politique économique et sociale. » Belle expression, mais dans les faits ? On peut craindre des guerres de tranchées boutique par boutique. Et l'immobilisme tactique des uns comme les incantations quasi religieuses des autres ne changeront rien à l'affaire... à moins que l'unité dans les luttes ?...

Jean-Pierre Germain

1. On croyait que le mouvement ouvrier, selon les marxistes, devait être représenté aux élections ; mais une majorité PS et la CGT ? Reprenons-nous camarades !

C'est pas pareil !

LES AMIS du *Monde libertaire* m'ont proposé d'écrire quelques lignes à propos de mon éviction de France Culture où j'assurais depuis plus d'un an une chronique quotidienne.

La première réflexion que je fais est celle-ci : depuis le premier jour, j'ai pensé qu'ils en viendraient à me virer, même si je n'ai jamais essayé de faire, en aucune façon, de la « provoque ».

Il fallait essayer de voir si, dans un pays démocratique, on pouvait (ou pas) être le reflet du mouvement alternatif et des différentes luttes, sans accepter aucun formatage.

C'était, en quelque sorte, des chroniques à la « carte », c'est-à-dire que des gens me contactaient et me faisaient savoir des choses qui d'habitude n'intéressent pas les médias : luttes des minorités, expulsions, réflexions philosophiques axées sur la question de la liberté, etc.

À mes côtés, il y avait des gens de la droite dure, très dure, mais la règle du jeu était un peu de s'ignorer, de ne pas polémiquer.

Au bout d'un peu plus d'un an, ils m'ont viré pour des motifs clairement politiques.

Laure Adler m'a dit : « Trop engagé, trop militant, etc. », j'ai répondu que Alexandre Adler était lui aussi très militant, et elle m'a répondu que ce n'était pas pareil.

« Pas pareil », voilà la chose, le représentant de la droite dure de l'impérialisme américain n'était pas pareil. Encore heureux, je me suis dit, et voilà l'histoire.

Il n'y a pas de quoi en faire une montagne, mais il est bon de ne pas laisser passer sans commentaire : ils se sont montrés comme ils sont en réalité, et c'est intéressant.

Je profite de ce court billet pour inviter les amis du *Monde libertaire* et de *Radio libertaire* à venir, le lundi 19 avril à 19 heures, à la maison de l'Amérique latine où je présenterai avec quelques amis mon dernier livre qui a pour titre la *Fragilité*.

À bientôt, peut-être...

Miguel Benasayag

STMicroelectronics

La lutte continue à Rennes

IL Y A QUELQUES SEMAINES nous publions dans le *Monde libertaire* une interview d'un délégué syndical CFDT de la société ST Microelectronics. Il dénonçait l'économie de marché contrôlée par les bourses de New York, de Paris et de Milan, qui va foutre sur le carreau à la mi-avril plus d'une centaine d'intérimaires et 450 employés en CDI du site de Rennes. Aujourd'hui la lutte continue et les salariés de STM se sont regroupés dans une association: « Boulevard de la lutte », nom avec lequel ils ont rebaptisé la rue de leur

usine. Avec les salariés de Thomson, qui ont évité les licenciements de justesse, et leur comité de soutien, ils appellent tous les esprits libres à refuser le fatalisme qui consiste à nous faire croire que l'on ne peut rien faire contre les plans sociaux. Ils invitent le samedi 17 avril 2004 de 14 heures à 19 heures l'ensemble des salariés, des intérimaires et des précaires confrontés à des plans sociaux, avec leurs structures de luttés et leurs organisations syndicales, à se rencontrer pour fédérer leurs expériences et jeter les bases d'un grand mouvement contre ces barbaries sociales.

STMicroelectronics N.V est une société hollandaise créée en 1987, à la pointe des technologies des semi-conducteurs. Elle est contrôlée par ST HoldingII, elle-même filiale à 100 % de ST Holding détenue à 51 % par Finmeccanica S.P.A., dont la plupart des membres du conseil d'administration sont nommés directement par le ministère des finances italiens, et à 49 % par FTICI (groupement d'investisseurs français) dont France-Télécom et Areva (anciennement Cogema) sont les premiers contributeurs, à hauteur de 39 % du capital.

Autant dire que l'État français et l'État italien ont la majorité absolue des votes au sein des assemblées générales de cette entreprise très européenne. La société est plus que rentable, son bénéfice net a augmenté de 67 % en 2002 passant de 257 millions de dollars en 2001 à 429 millions de dollars en 2002. Il faut dire que cette augmentation résulte principalement de l'impact négatif en 2001 du poste « perte de valeur, coûts de restructuration et autres coûts de cessations d'activités » qui représentait 346 millions de dollars en 2001

contre 34 millions en 2002.

Pasquale Pistario, président, membre unique du directoire, a en 2002 touché plus de 770 000 dollars de salaire, sans compter un bonus de 685 000 dollars; bonus dû probablement à la liquidation

des sites de Rancho Bernardo aux États-Unis et d'Ottawa au Canada. Gageons que la fermeture de l'usine de Rennes rapporte à ce gestionnaire de fonds publics quelques centaines de milliers d'euros. Il affirme sur le site internet de l'entreprise, à la rubrique emplois: « Les gens de ST ne sont pas seulement notre plus important capital, ils sont notre avantage compétitif. La prospérité économique, le développement technologique, la protection de l'environnement et l'équité sociale sont liés entre eux. » Aujourd'hui les salariés de l'usine de Rennes, s'ils sont encore rentables ne génèrent plus assez de profit. Pasqualito et ses commanditaires Chirac et Berlusconi leur préfèrent les ingénieurs indiens et les trimards chinois. La Chine où la société veut construire une usine de composants.

Christophe Danis

Journée de lutte, de rencontres et de débats

Le samedi 17 avril 2004, salle de la Cité à Rennes.

À 12 heures, un couscous militant (sur réservation).

De 14 heures à 19 heures: échanges d'expériences des entreprises en lutte, état du droit social (Philippe Brun avocat au barreau de Reims), les projets du Medef et du gouvernement (invité?), élaboration de la plate forme: appel, mobilisation.

À 19 heures: Spectacle « résistance » proposé par la compagnie Action Culture Entreprise (45 minutes).

Nouvelles des fronts

RIEN de bien réjouissant, accumulation de reculs sociaux, le travail va de défaite en défaite, à quand la reprise de l'offensive sociale? Certains ont-ils encore l'illusion que vingt régions à « gauche » vont changer quelque chose lorsque l'on sait que la réforme des retraites a été acceptée par le PS et son appareil et qu'ils souhaitent de tous leurs vœux que la droite mène à bien la casse de la protection sociale afin d'apparaître comme des sauveurs qui ne reviendront sur rien. Et, pendant ce temps-là, dans le monde, le canadien Bombardier (aéronautique et chemin de fer) ferme ses usines et se prépare à supprimer 6600 emplois répartis entre le Portugal, le Royaume uni et, à terme, la Suède et l'Allemagne. Que les chauvins du « produisons français » se rassurent, rien de prévu pour l'Hexagone pour le moment. Aux États-Unis, pendant la campagne et entre deux prières, les délocalisations continuent. Après avoir perdu 2,5 millions d'emplois industriels, les États-Unis pourraient perdre dans les quinze ans, selon certains analystes, 3,3 millions d'emplois dans les services. Les travailleurs pauvres ont un bel avenir devant eux... Pendant ce temps, 2500 ouvriers de la Fiat de Turin connaîtront deux semaines de chômage technique en avril. Tandis que France-Télécom, fleuron de la privatisation a supprimé dans le monde en 2003, la bagatelle pour un massacre, de 25050 emplois par diverses mesures bien sûr « accompagnées » (vers la sortie). En 2004, la fête continue et France-Télécom, par d'autres artifices, liquidera 14500 emplois dont 8800 en France. C'est ce qu'on appelle dégraisser le mammoth ou encore étriller le prolo... Et pourtant dans le monde de la collaboration de classe, on continue à s'émouvoir et à faire des propositions raisonnables. Ainsi, la commission syndicale consultative de l'OCDE, où siègent la CES, la CISL et la CMT, souhaite une meilleure « gouvernance » d'entreprise; en d'autres termes, des garanties pour éviter que les patrons tapent dans la caisse à la manière de celui de Parmalat afin de modérer la défiance (sic) du public à l'égard des entreprises. Naïveté confondante, comment ces grands bureaucrates peuvent-ils encore ignorer que patron-voyou est un pléonasm!

Si vous voulez soutenir les travailleurs, il va vous falloir boire de la flotte, Pasqua fournira peut-être le pastaga... Nestlé envisage en effet de virer entre 300 et 500 ouvriers des sources Perrier et Quézac. Y'a pas, faut qu'on se reprenne!

Hugues
groupe Pierre-Besnard

Transports en commun

Du bon usage de l'article 18

MARS 1942: du siège de Leningrad aux confins des déserts africains, les armées allemandes tracent les limites extrêmes de l'expansion militaire du III^e Reich. Bientôt le reflux commencera. Loin derrière, à Vichy, l'administration de l'État français, dans la chaleur de la « pax germanica », pense transports publics et fait œuvre réglementaire en promulguant le décret n° 730 du 22 mars 1942, « portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local ». Certes, nos récents Chirac, Jospin, Raffarin, Vaillant, Sarkozy et autres Perben, reconnaissants envers leurs glorieux aînés de l'Allier, ont ciselé depuis des textes bien plus liberticides. Mais le bon vieux décret de 1942, toujours en vigueur, n'en reste pas moins un fondement solide et fécond pour tout l'arsenal répressif instauré dans les transports.

Décembre 1968: cette fois, le préfet de police de Paris s'est assuré prudemment de la fin des « événements » du printemps, avant de promulguer, le 9 décembre, un arrêté n° 15515 « relatif à l'exploitation du réseau ferré métropolitain de la Régie autonome des transports parisiens », comportant, parmi d'autres, quelques dispositions répressives.

Malgré tout, ces deux textes offrent au lecteur averti une disposition utile si elle venait à servir de support militant: le registre des réclamations. Écoutez, dans sa belle langue, le législateur de 1942:

« Article 90. Il est tenu dans chaque gare un registre destiné à recevoir les réclamations des voyageurs, expéditeurs et destinataires qui auraient des plaintes à formuler soit contre l'administration exploitante, soit contre ses agents. Ce registre est présenté à toute réquisition des voyageurs, expéditeurs ou destinataires et communiqué sur place aux fonctionnaires et agents du contrôle.

» Dès qu'une plainte a été inscrite sur le registre, le chef de gare doit en envoyer copie à l'ingénieur intéressé du service technique de la direction générale des transports en ce qui concerne les chemins de fer d'intérêt général ou au chef de service du contrôle en ce qui concerne les voies ferrées d'intérêt local. »

« Article 91. Les registres mentionnés aux art. 20, 57 et 90 du présent décret sont cotés et paraphés par le directeur de l'administration exploitante ou son délégué. »

Écoutez maintenant, comme en écho, le législateur de 1968, dans une langue qui ne laisse pas paraître les plus de vingt-cinq ans écoulés:

« Article 18. Registre des plaintes:

» Dans chaque station, il sera tenu un registre destiné à recevoir les plaintes du public relatives au service.

» Des dispositions seront prises par la Régie pour que le public puisse très commodément y inscrire ses observations ou réclamations.

» Ce registre, coté et paraphé par le directeur général de la Régie ou son délégué, sera présenté à toute réquisition du public et des fonctionnaires de l'administration habilités à cet effet.

» Une enquête sera immédiatement ouverte par la Régie au sujet de chaque plainte, et le résultat en sera transmis directement, ainsi que le relevé de la plainte, au Service régional de l'équipement.

» Les réponses émanant tant de la Régie que du Service régional de l'équipement seront, dans le délai d'un mois au regard de la plainte, portées sur le registre de la station, où le plaignant sera toujours admis à en prendre connaissance. »

Alors, compagnes et compagnons militant.e.s de tout poil, voici un espace de libre expression dans les transports en commun! Ou à tout le moins une modalité possible. Qu'il s'agisse d'« inscrire nos observations » sur les transports gratuits, ou sur l'agression publicitaire, ou sur la vidéo-surveillance, ou sur la violence des agents de sécurité, ou sur l'inhumanité de la chasse à certains étrangers et sans-abri, ou sur la sonorisation des stations avec des radios aliénantes, ou tout autre sujet qui nous tient à cœur comme stigmatisant les buts et les mécanismes de la société capitaliste, nous disposons, peut-être, avec ces registres, d'un outil de contestation ludique et légal, en parallèle à nos actions plus directes (sans les remplacer bien sûr).

Il suffit de préparer quelques textes revendicatifs – en forme de réclamation – sur les

sujets voulus et un tube de colle, de se pointer devant le guichet de n'importe quel station de métro ou de gare SNCF, et d'exiger la remise du registre. Pour une fois que la loi – si souvent contre nous – nous place en position de « réquisitionner », autant en profiter. Et, là, déjà, on se marre:

– Compter le temps qu'il faut aux infortunés agents pour trouver le registre;

– Vérifier qu'il est bien coté et paraphé par le directeur général de la SNCF ou de la RATP (selon le cas);

– Si ce n'est pas lui mais « son délégué », demander à vérifier l'existence et l'étendue de la délégation du parapher;

– Exiger que la consultation et l'utilisation du registre puisse se faire « très commodément » (un lieu réservé à cet effet, calme, accueillant, bien agencé, etc., me semble être le minimum pour garantir le respect du texte réglementaire!)

Pour ceux et celles qui ont des copains et copines huissiers (sic), il peut être amusant de faire constater les carences très prévisibles de la SNCF et de la RATP en la matière. Faisons tout cela de manière plutôt coordonnée, pour couvrir un large territoire de gares, et prévoyons une petite médiatisation (les canards « gratuits » prendront a priori volontiers une brève sur l'action), et voilà la SNCF et la RATP prises à leur propre discours sur le respect des règles.

Et puis, c'est une sorte de prêt pour un rendu: puisque les exploitants de transport laissent envahir l'espace public qui leur est confié par les stigmates d'une société d'oppression, nous, nous envahissons leurs registres avec nos discours revendicatifs.

« Article 18 en force! »

Dr Martius

*militant du groupe Louise-Michel de la FA
et du collectif RATP*

Les transports gratuits vous motivent et vous êtes en Ile-de-France ?

Contactez le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants). Au 145, rue Amelot, 75011 Paris. Courriel: gratuit@samizdat.net, et sur le web: <http://ratp.samizdat.net>.

Quand l'autruche éternue...

Élève moyen, et mythomane

« Je me considère comme indépendant. Je représente les Français. » Bayrou.

Bon, François, là tu exagères. Tu sors de deux ans d'heures de colle, et dès que tu reviens en classe tu voudrais être au premier rang? Tu ne représentes pas les Français, pauvre petit François, seulement une bien maigre portion de tes camarades de classe auxquels tu as permis, c'est vrai, de ne pas voter Ump sans pour autant commettre le péché de voter à gauche. Te voilà opposant de droite sous un gouvernement de droite... On en frissonne pour toi.

Vide-grenier à Bercy

« Ce que nous voulons mettre en œuvre, c'est un véritable capitalisme populaire. » Sarkozy.

On imagine que Cécilia, prenant possession de Bercy, a fait un peu de ménage (la femme française sait s'adapter, tenir propre son Intérieur ou son ministère des Finances). Quand elle a mis la main sur ce vieux papier parlant de « capitalisme populaire » elle l'a refilé à Nico, tiens, ça pourra toujours servir. Et Sarko, à peine installé, de commencer à vouloir nous vendre cette vieilleries démagogues, ce « capitalisme populaire » qui, comme la lampe à eau, était déjà vantée par les démonstrateurs sur les marchés il y a deux siècles. Problème: ça n'a jamais fonctionné, car contradiction dans les termes.

Une idée pour vos vacances

« La vie à Bagdad est tranquille. » Romain Goupil, touriste.

On se souvient que, l'année dernière, le cinéaste s'était très clairement engagé aux côtés de Bush et Blair, lesquels n'en avaient strictement rien à battre. Certains s'étaient demandés pourquoi l'ancien gauchiste, cinéaste raté, en rajoutait tant dans la haine. Maintenant, on sait: c'est lui le gagnant du grand concours « un week-end à Bagdad, avec piscine et sous escorte ».

Comme tout le monde, croit-il

« J'ai appris la composition du nouveau gouvernement comme tout le monde: en regardant la télévision. » Alain Juppé.

Moi, j'ai appris, comme tout le monde (il suffit de lire les journaux), que Juppé avait participé de très près au remaniement. Non seulement Juppé ment, mais en plus Juppé pense que les gens ne lisent pas les journaux, se contentent d'écouter la bonne parole prêchée par la télévision. Se manger dix mois dans les dents ça l'a pas changé, le Juppé: continue de nous prendre pour des cons.

Franchement, à la télé

« Franchement, à la télé, on est franchement mal payé. » Marianne James, la grosse de service public.

Oui, on compatit, c'est bin dur. Mais le plus étonnant demeure, au vu de ce qu'elle y fait, qu'elle continue d'être payée lorsqu'elle passe à la télé. À moins que ce ne soit elle qui paie pour y passer?

On apprend tous les jours

« Je ne sais pas ce que veut dire un troisième tour social. » Ernest-Antoine, qui fait l'idiot.

Des locaux du Medef qui brûlent, tu sais pas ce que c'est? Quatre millions de gens dans la rue, t'as déjà oublié? Une bonne petite grève générale d'un mois et plus si affinités, ça t'aidait à comprendre?

Vote et vessie

« J'ai vu une très forte mobilisation de gens de tous bords, qui venaient voter en survêtement ou en pyjama. » Jacques Domergue, Ump.

Domergue, c'est le député qui avait pointé du doigt les « gens qui ne se lèvent pas pour aller bosser, mais qui par contre se lèvent pour aller voter ». Là, il en remet une couche. Venir voter en survêtement serait la preuve d'une fainéantise d'ordre congénitale. En pyjama, par contre, devrait être considéré comme une marque d'intelligence: on se réveille, on se lève, on a envie de pisser mais on se trompe de porte, on se retrouve dans la rue et bientôt dans le bureau de vote. On se soulage dans l'isoloir et on retourne se coucher. A voté!

Fredo Ladrissé

(sources: France 3, France Info, le Figaro, Libération, Politis).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Et ça s'appelle justice !

LE JOURNAL le Monde, en date du 25 mars, nous informe que la justice enquête sur des photos de Maurice Papon donnant un entretien à l'hebdomadaire le Point en novembre 2003, légion d'honneur à la boutonnière, alors que celle-ci lui a été retirée par décision de justice en novembre 1999.

Nonobstant cette symbolique affaire de rosette, Papon continue de braver impunément la justice, lui qui ne renie rien des faits qui lui ont valu, excusez du peu, d'avoir été condamné pour « complicité de crimes contre l'humanité »: il le fait en toute quiétude d'autant plus qu'il a bénéficié d'une décision de libération pour raison de santé en septembre 2002.

C'est cette même justice qui refuse obstinément de faire bénéficier les quatre militants d'Action directe, en prison depuis dix-sept ans, du même dispositif.

Nathalie Ménigon est hémiplegique et dépressive, Georges Cipriani a basculé dans la folie, Joëlle Aubron souffre d'une tumeur maligne au cerveau et Jean-Marc Rouillan est atteint d'un cancer aux poumons. Qu'importe que le diagnostic vital soit engagé pour ces quatre « détenus particulièrement surveillés », la justice a décidé qu'il n'était pas politiquement correct de les libérer.

Papon mourra donc dans son lit bien douillet, dans sa maison bien proprette de Seine-et-Marne tandis que les autres crèveront en prison: la justice de classe, dans son cynisme absolu, a statué.

Lors de l'examen de la troisième demande de suspension de peine pour Nathalie Ménigon, l'avocat général n'a-t-il d'ailleurs pas osé soutenir « que son état était normal parce qu'elle ne pouvait pas faire de gymnastique en prison »! (Libération du 27 mars citant les propos de son avocat).

Et Papon est trop vieux pour en faire... chez lui!

À gerber!

Bernard Hennequin

Urgence d'une forte mobilisation antinucléaire

Prochaines actions contre le nucléaire

En ce qui concerne le Gard, l'Hérault et la vallée du Rhône, voici quelques rendez-vous des associations et du Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire (dont la FA) :

- 26 avril : rassemblements devant les mairies de Lunel (34), à midi, et Ganges (34), à 17h45, pour gerber sur le nucléaire en mémoire de Tchernobyl.

- 5 mai : passage du tour de France dans le Gard.

- Manifestation silencieuse mais visuelle sur le marché de Bagnols-sur-Cèze (rendez-vous à 11 heures devant l'office du tourisme).

- Après le repas dans le théâtre de verdure, présence devant Marcoule à 14 heures pour un contact avec les travailleurs du nucléaire.

- Puis parade à 18 heures, au Carré d'art à Nîmes. À 21 heures, spectacle au centre culturel Pablo Neruda (pièce de théâtre : Tchernobyl now, adaptation du livre la Supplication de Slovenia Alexevia).

- 10 juillet : grand rassemblement antinucléaire à Marcoule. Contact préparation : ICI-ROM, c/o AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex.

PENDANT que certains s'amuse à combattre les éoliennes (c'est facile, elles ne demandent qu'à tomber avec la complicité discrète des partisans du nucléaire et le soutien efficace des médias), EDF et Areva préparent activement le renouvellement du parc électronucléaire sans être terriblement inquiétés. Même la programmation de la privatisation progressive d'EDF, déjà bien entamée, ne soulève pas des protestations à la hauteur des dangers : la CGT-Énergie se bat surtout pour le maintien des conventions EDF et remet peu en cause la politique énergétique d'EDF. Déjà parsemée d'incidents et de pratiques dangereuses (utilisation d'intérimaires peu qualifiés, dépassement de normes de rejets, dissimulation d'informations, etc.), la gestion du parc nucléaire est une véritable bombe à retardement si elle est confiée aux intérêts privés. C'est pourtant ce qui se profile, et à l'occasion du « changement » de gouvernement, Raffarin vient d'affirmer clairement devant l'Assemblée nationale que le choix énergétique du nucléaire n'a même pas besoin d'être débattu par les députés : la France va renouveler ses centrales avec des réacteurs EPR et privatiser EDF-GDF.

Pourquoi se gêner ? L'immense majorité des partis politiques est pro-nucléaire : lors des dernières élections, en s'associant au PS, les Verts ont mis un bâillon sur ce sujet, la LCR s'est alignée sur LO (favorable au nucléaire,

même militaire), et les problèmes d'environnement étaient remarquablement absents des débats. Les associations antinucléaires, malgré la manifestation du 17 janvier à Paris, n'arrivent pas à créer un rapport de force suffisant, faute d'une mobilisation massive de la population pourtant majoritairement opposée au nucléaire.

La cote d'alerte est dépassée. Si les militants antinucléaires ne mettent pas toute leur énergie maintenant pour créer une opposition massive à l'EPR, nous sommes condamnés à subir cinquante ans de plus de nucléocratie. Dans les années 70, on gueulait « inactifs aujourd'hui, radioactifs demain ». Grâce à Tchernobyl, aux essais et aux fuites accidentelles ou régulières des installations nucléaires, c'est chose faite. Qu'est-ce que nous réserve après-demain ?

« Le nucléaire tue l'avenir », c'est le slogan que l'assemblée générale du réseau Sortir du nucléaire¹ a décidé de populariser cette année, dans une mobilisation qui doit aller crescendo. Après une manifestation à Pertuis en février contre le projet ITER, c'est un tour de France antinucléaire qui va débiter le 25 avril à Fessenheim-Colmar.

Bob

1. Au 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04. Sur le web : <www.sortirdunucleaire.org>.



Éoliennes un vent de riposte

L'article de Guy Darol, « Le prix et le bruit du vent », qui s'interrogeait sur les conditions de mise en place des installations éoliennes, a suscité la vive réaction de certains compagnons. Le débat est ouvert.

Stéf@

DANS le Monde libertaire n°1350 est paru un texte à charge contre les éoliennes. La mise au point qui suit ne vise pas à ériger les éoliennes en panacée mais juste à remettre à leur juste niveau certains arguments tendancieux utilisés par l'auteur et par d'autres qu'on trouve en partie exprimés par ailleurs chez des associations anti-éoliennes (vent de colère) et... nucléaires.

D'un côté, l'auteur semble déplorer que l'installation d'éoliennes ne soit pas encadrée par nos politiques de contours nets, au profit du laisser-agir libéral. L'appareil d'État devrait-il donc avoir cette vertu ? Pour notre part, nous préférons que ce soit la population qui exprime directement ses besoins en connaissance de cause sur les impacts sociaux et écologiques qui en découlent.

De l'autre côté, l'auteur reconnaît que le dépôt du permis de construire exige les documents relatifs à l'impact sur les riverains et sur les paysages, suivi d'une enquête d'utilité publique. L'auteur regrette aussi que les maires ne se déplacent pas vers les populations alors que plus loin il évoque les réunions publiques obligatoires organisées par les maires. Serait-ce un vent de contradictions ?

Ce texte nous oblige à faire référence à la loi et effectivement, l'article 98 de la loi urbanisme et habitat n° 2003-590 du 2 juillet 2003 soumet les projets dont la puissance est supérieure à 2,5 MW à une étude d'impact avec obligation d'une enquête publique. La loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie a introduit un cadre juridique pour traiter et instruire les questions d'urbanisme, d'évaluation environnementale et de participation du public liées au développement de projets éoliens. De plus, la circulaire du 10 septembre 2003, signée par Bachelot, De Robien et Fontaine, relative à la promotion de l'énergie éolienne terrestre comble légalement le dispositif et l'ensemble des procédures à suivre, avec de surcroît incitation et recommandation pour la mise en place de chartes régionales et départementales. De fait, l'article paru récemment aurait eu bien plus de pertinence s'il avait été rédigé l'an passé, car les

maires avaient bien davantage les coudées franches avant le 1^{er} janvier 2003.

Les éoliennes sont des installations industrielles et doivent faire l'objet d'études d'impact environnementales, paysagères et humaines. C'est une évidence. N'est-ce pas d'ailleurs un scandale qu'aucune de ces études n'ait été réalisée pour le nucléaire (allez voir La Hague vue de mer, les nuages au-dessus de Golfech, ou de la vallée du Rhône du côté du Bugey...)?

L'auteur dénonce en long et en large le site éolien de Plougras, dans les Côtes d'Armor, pour lequel tout le monde s'accorde à le juger comme une erreur. Mis en place par une filiale d'Aréva, certains y voient même une intention malveillante volontaire contre l'éolien en faveur du nucléaire. En fait, il s'agit d'un prototype qui ne fait pas ses preuves et qui témoigne du retard considérable de l'industrie française dans ce domaine. Plusieurs pro-éoliens estiment même qu'il faudrait la démonter tant on nous assène systématiquement, telle une scie, ce contre exemple unique pour le moment en Bretagne. Face au bruit, décision a été prise de ne faire tourner ces éoliennes que la nuit. L'entreprise travaille d'ailleurs toujours dessus pour en réduire les aspects négatifs.

Par sa fixation sur Plougras, le texte de Guy Darol nous interroge : pourquoi ne pas parler de Plouyé ou de Goulien par exemple, deux communes du Finistère, où le bruit n'indispose pas le voisinage ? Pourquoi ne pas relater qu'une des motivations non négligeables des collectifs d'opposants qui se mettent en place est la peur de la perte de la valeur des propriétés ?

Que Guy Darol se rassure, « la prolifération éolienne » qu'il semble craindre, est stoppée dans l'œuf par les préfetures... qui paraissent lui préférer encore et toujours celle des extensions de porcheries, malgré les lois sur l'eau.

Dans le Morbihan, se dressent aussi des collectifs anti-éoliens. Dans un communiqué, le Réseau 56 tient à rappeler que l'éolien, tout comme l'hydraulique, fait partie des moyens de production d'énergie électrique qui ont le plus faible impact sur l'environnement : les éoliennes ne mobilisent que des matériaux recyclables

Le réseau 56 Sortir du nucléaire organise à Pontivy, le 24 avril, un forum éolien au lycée Le Gros Chêne de 10 heures à 19 heures, avec de multiples intervenants.

pour leur construction et elles ne produisent pas de déchets, qu'ils soient solides, gazeux (effet de serre) ou radioactifs. Cette source d'énergie a, de plus, l'avantage d'être inépuisable puisqu'elle ne dépend que du vent et donc indirectement des apports énergétiques du soleil, ce qui n'est pas le cas des sources d'énergie fossiles comme le charbon, le pétrole, l'uranium...

Les « nuisances » évoquées par les opposants sont sans commune mesure avec son impact sur la durabilité de l'environnement :

- La dévaluation du patrimoine est contredite par la dernière enquête de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (Ademe) qui révèle l'absence d'incidence sur le prix moyen des habitations situées aux alentours d'éoliennes. Cette même étude indique que 95 % des Français sont pour le développement de cette énergie et 86 % favorables à l'implantation d'éoliennes sur leur commune.

- L'impact paysager est très subjectif. Que dire des silos, des châteaux d'eau, des lignes à haute tension, des pylônes de télécommunication qui poussent un peu partout sans aucune considération esthétique. Notons par ailleurs que les lignes et pylônes produisent des champs électromagnétiques et radioélectriques dont les effets sur la santé humaine nourrissent de sérieuses controverses. Au contraire, les moulins à vent modernes que sont les éoliennes ne posent pas de tels problèmes : l'évacuation de l'énergie se fait en moyenne tension et par lignes enterrées.

- Le bruit des éoliennes modernes est difficilement perceptible à quelques centaines de mètres. De plus, la législation est très stricte : émergence maximale à l'extérieur des habitations de 3 dB la nuit et 5 dB le jour, alors qu'une conversation à voix basse est de 35 dB.

Les arguments développés par les opposants sont pour le moins curieux quant il s'agit de faire porter sur l'éolien les pollutions d'autres sources d'énergie (thermique) en raison de son « incapacité » à pourvoir aux besoins ! C'est oublier que tous les experts s'accordent pour estimer que la France pourrait réduire sa consommation électrique à confort égal de 30 à 50 % par une politique rigoureuse d'efficacité énergétique. C'est oublier que toute la production destinée au chauffage électrique provient de centrales thermiques qu'il faut rallumer l'hiver... C'est oublier que dans 45 ans la quasi-totalité des sources d'énergie primaire (pétrole, gaz, uranium...) seront épuisées et qu'il faudra bien recourir aux renouvelables ! Confondre rendement et disponibilité, et en oubliant que les sources d'énergie renouvelable sont multiples et variées, conduit à des calculs hasardeux permettant d'annoncer péremptoirement des « milliers et des milliers » d'éoliennes ! Il y a d'autres chiffres bien plus éloquentes : en 1800, il y avait en France environ 20 000 « moulins à vent »... aujourd'hui il y a 240 000 pylônes électriques haute et très haute tension.

Le débat sur les éoliennes a le mérite de montrer la nécessité de disposer d'une charte



pour que tous les systèmes de production et de distribution d'énergie prennent réellement en compte la santé, l'habitat et l'environnement tant naturel qu'esthétique. Le Réseau 56 Sortir du Nucléaire suggère, pour apaiser les méfiances, la visite d'un parc éolien existant. Se rendre à Goulien, et profiter de l'occasion pour interroger les animateurs de la réserve ornithologique, située entre la mer et les éoliennes, sur l'impact faunistique et floristique des aérogénérateurs, serait sûrement une bonne idée.

Plus précisément, les études commandées par exemple à Bretagne Vivante ont permis de déplacer des implantations car situées sur des couloirs de migrateurs et pour le reste ont montré un faible impact sur l'avifaune. Il est toujours d'autant plus « amusant » de voir ce souci soudain pour les oiseaux alors qu'on peut s'interroger sur les préoccupations des opposants quant aux massacres d'oiseaux par les lignes THT et à l'hécatombe des marées noires ?

L'éolien terrestre est un petit éolien qui n'intéresse que très peu les multinationales... Regardons plutôt du côté des pétroliers en

voie de reconversion sur l'éolien off-shore, qui bien que ne bénéficiant pas de subvention, sera plus rentable que le nucléaire. Regardons du côté du projet de réacteur EPR et ses 3 milliards d'euros, du côté de Georges Besse 2 (la nouvelle usine de combustibles à 3 milliards d'euros) ou d'ITER (30 milliards...), contre lesquels il est important de se mobiliser. Regardons qui finance et à qui ça rapporte. A l'inverse, l'éolien a au moins le mérite de mieux distribuer la manne « énergie » sur le territoire sous forme de Taxe Professionnelle locale, de location de surfaces agricoles, d'emplois... Mais, il ne sera pas dit ici que l'éolien est l'alternative magique au nucléaire. Il en est un des éléments. Il faudra bien s'interroger sur la consommation d'énergie et sur les choix industriels dont celui du complexe-militaro-industriel et du tout automobile.

En tout état de cause, une erreur d'implantations d'éoliennes, toujours possible, peut se résoudre techniquement, quitte à les démonter, tandis que démanteler une centrale nucléaire...

S.

Débats en tous genres

QUESTION SOLEIL, le mois de mars n'est jamais très généreux. Enfin bon, il n'y a ni temps ni saison pour aller siroter sa mousse au troquet du coin avec les copains et les copines. En province aussi on a nos bars populo, et c'est avec plaisir qu'on retrouve Mimi pour aller étancher notre soif au Mauriennais.

On aime bien discuter avec Mimi, il dit pas que des conneries et il aurait même des côtés franchement anars quand il parle d'abolition de l'État et du capitalisme. Parfois même, il achète le *Monde libertaire*, histoire d'avoir du grain à moudre pour les discussions de comptoir. Et aujourd'hui justement, c'est en rebondissant sur un article paru dans le numéro 1350 qu'il nous relance sur le féminisme, et en particulier le concept de genre.

« Ils nous les brisent un peu, les féministes radicaux avec leur genre. Dire que l'individu à la naissance aurait le choix de devenir homme, femme ou autre, eu égard à la société, c'est quand même nier les différences fondamentales entre hommes et femmes, comme par exemple... (il dirige son regard vers son bas-ventre). D'accord pour le féminisme, mais faudrait voir à pas me faire passer pour ce que je suis pas. Et puis d'abord, l'égalité des sexes, je vois pas trop à quoi ça correspond. L'abolition des classes, la révolution sociale, ça, ça me parle, le reste en découle forcément, comme la place de la femme dans la société, par exemple. Il n'en reste pas moins que l'homme et la femme sont différents, tout au plus complémentaires. »

Mimi, quand il parle de féminisme, il est tout de suite moins drôle. Remettre en cause des pans entiers de son éducation morale, allant même jusqu'à se faire débaptiser et tout, et tout, et camper des positions défensives dès qu'il s'agit de remettre en question son identité de mâle, c'est tout lui, ça. Nous sommes plusieurs à monter au créneau :

« Faudrait voir à pas tout confondre. Il n'est pas question de contester les différences biologiques entre filles et garçons. Il s'agit de faire la distinction entre sexe biologique et sexe social. Le sexe biologique, pour toi Mimi, c'est ce qui te permet de faire pipi debout. Le sexe social, c'est ce qui fera par exemple qu'on mettra des pantalons aux individus de sexe biologique masculin et des jupes aux individus de sexe féminin, c'est ce qu'on appelle aussi le genre. Ça paraît bête comme ça, mais c'est le genre en tant que norme qui fait qu'on

attribue à tort à l'homme et à la femme une nature (homme actif et viril, femme passive, douce et soumise).

» D'ailleurs on retrouve cet amalgame sexe biologique/sexe social dans des pseudothéories scientifiques pour justifier de l'infériorité sociale de la femme...

» Parler de complémentarité homme/femme relève de la même confusion. La complémentarité entre des individus, ça, ça a du sens, mais une complémentarité homme/femme, ça supposerait qu'un individu aurait des caractéristiques inhérentes à son sexe biologique. Ce qu'il convient de réfuter si l'on veut lutter contre le système patriarcal, et tant pis s'il faut pour cela se faire taxer de radical.e.

» Et puis, franchement, le coup de la révolution sociale qui entraînerait de fait la disparition des rapports inégalitaires homme/femme, c'est un peu gros. Ça revient à dire "Attendez les filles, nous (les hommes) faisons la révolution, et après seulement vous serez libérées du carcan social." On parle de 18 % de femmes engagées dans des structures militantes alors qu'elles représentent 52 % de la population. Si là, déjà, il n'y a pas un problème... »

C'est dommage, Mimi devait partir, et la conversation a coupé court. On y reviendra, à coup sûr, c'est pas parce qu'il s'est fait un peu chahuter qu'il remettra pas la discussion sur le tapis. La rancune, Mimi, c'est pas son genre...

Jean

groupe Acratie, Chambéry



Julien Servy, *Masculin Féminin*

Internationale des fédérations anarchistes

VII^e congrès

L'Internationale des fédérations anarchistes (IFA), dont fait partie la FA, a tenu son VII^e congrès du 9 au 12 avril 2004 à Besançon. Les congressistes avaient préparé les travaux par de nombreux textes d'analyse et de perspectives. Les groupes de la Fédération italienne, en particulier, ont réfléchi sur le devenir de notre mouvement international.

LES ANARCHISTES, étant conscients que le problème social ne pourra se résoudre qu'à l'échelle mondiale, ont pris l'initiative de regrouper les fédérations anarchistes de nombreux pays d'Europe et du monde entier dans le but de coordonner leur action révolutionnaire par delà les frontières et les États. L'IFA s'est constituée pour répondre à cette nécessité en 1968 lors du congrès de Carrare en Italie. Depuis, elle s'est développée et se réunit aujourd'hui pour redéfinir, confronter et mettre en pratique les différentes stratégies d'action des anarchistes dans les luttes sociales.

Ce septième congrès est placé sous le signe de l'ouverture. En effet, outre les fédérations adhérentes à l'IFA, une trentaine d'organisations ont été conviées à ce congrès, mais malheureusement toutes n'ont pas pu venir notamment pour des questions financières.

Plus d'une centaine de militant.e.s des délégations suivantes ont été présent.e.s: l'Association des mouvements anarchistes russe (ADA), le collectif Freedom (Angleterre), le Collectif libertaire uruguayen, la Commission de relations anarchistes (CRA, Venezuela), Espace noir (Suisse), la Fédération anarchiste anglaise (AF), la Fédération anarchiste de langue allemande (FdA), la Fédération anarchiste de langue française (FA), la Fédération anarchiste ibérique (FAIb), la Fédération anarchiste italienne (FAIt), la Fédération anarchiste tchèque et slovaque (CSAF) et la Fédération libertaire argentine (FLA).

Les débats à l'ordre du jour ont été les suivants:

- affirmation du rôle et des objectifs de l'IFA,
- analyse de l'évolution du mouvement libertaire international,
- analyse de la situation internationale,
- stratégie de développement de l'IFA,
- moyens de travail de l'IFA (publications périodiques, opuscules, commissions de travail).

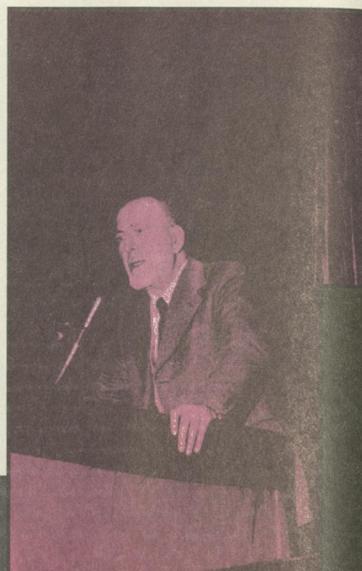
Vous pourrez lire dans un prochain *Monde libertaire*, un bilan et les motions adoptées par le congrès.

FA

Cet événement se voulant un congrès d'ouverture, la venue de nombreuses délégations du monde entier pèse lourd sur la trésorerie du congrès. Une souscription internationale est ouverte. Vous pouvez envoyer vos dons à Publico, 145, rue Amelot 75011 Paris (chèques à l'ordre de Publico-IFA).



Carrare 1978: Umberto Marzocchi, secrétaire de l'IFA pendant des années (www.iaf-ifa.org)



Construire...

CES DERNIÈRES ANNÉES, l'anarchisme social et organisé s'est placé au premier rang dans les mouvements anti-globalisation de base. Il en a été de même sur l'opposition à la guerre, au racisme, aux politiques sécuritaires des États...

Le crépuscule des options autoritaires à l'intérieur des mouvements de l'opposition sociale, suivi de l'écroulement des régimes de l'Europe de l'Est, a ouvert d'un côté des options de caractère social-démocrate, mais de l'autre, il a généré de nouvelles possibilités de développement et de croissance au mouvement libertaire.

La conscience, que seules des formes d'organisation libertaires permettant de penser et pratiquer un parcours d'émancipation sociale, offrant un égal accès aux ressources et aux libertés, progresse. Cette progression s'effectue y compris dans les mouvements de contestation qui ne se réclament pas explicitement de l'anarchisme. Pour l'anarchisme social et organisé, il s'agit d'une opportunité à saisir, en sachant travailler, avec les thématiques et l'action spécifique anarchiste, dans les mouvements de travailleurs, les mouvements pacifistes et antimilitaristes, les réseaux antiracistes, antifascistes, écologistes, le mouvement squatteur jusqu'à la création de circuits d'autoproduction.

Cruciale en ce sens a été l'émergence au niveau mondial du mouvement anti-globalisation qui, bien que souffrant de mille contradictions, a donné un élan puissant à l'option libertaire. Les anarchistes ont été des acteurs des mouvements qui se sont développés à partir de Seattle et, qui, malgré les nombreuses tentatives de criminalisations mises en place soit par les appareils de répression étatiques soit par les composantes modérées, ont tenté une récupération para-institutionnelle de ces mouvements qui représentent les parties les plus dynamiques du mouvement anticapitaliste.

Si d'un côté l'émergence sur la scène politique et sociale de vastes mouvements anti-globalisation semble redonner souffle et visibilité politique à des mouvements radicaux, de l'autre côté, il pose la nécessité de repenser les contours d'une intervention qui ait la capacité de radicaliser les grands rendez-vous.

L'IFA

Ces dernières années, de nouvelles adhésions ont agrandi l'Internationale de fédérations anarchistes. Les contacts sont nombreux avec de nouvelles organisations qui regardent avec intérêt le parcours de l'IFA.

L'enracinement du mouvement anarchiste organisationnel s'est traduit par l'importance grandissante des « blocs rouge et noir ».

Nous nous opposons, comme nous le réaffirmons dans la motion de clôture de notre dernier congrès [NdT: de la FAIt], à un anarchisme qui se caractérise par « l'imposture stratégique du gradualisme révolutionnaire », dans le sens défini par

Errico Malatesta, qui n'est pas tout à fait une stratégie réformiste, mais un mécanisme de croissance de l'option révolutionnaire et des capacités autogestionnaires qui vise à des objectifs partiels dans les luttes quotidiennes contre la domination. Nous confirmons aussi la validité des moyens d'analyse et de lutte de l'anarchisme social contre le pouvoir qui préfigure dès maintenant une autre société:

- l'autogestion qui refuse la logique et la pratique hiérarchique;
- l'auto-organisation syndicale et sociale;
- la solidarité militante entre tous les exploités et les opprimés du monde.

Comme il a été récemment réaffirmé lors de la rencontre de la FAIt de la région d'Émilie, nous nous opposons au principe de majorité et de la logique électoraliste qui en dérive. Une telle critique a été la base de l'anarchisme dès sa naissance au congrès de Saint-Imier (1872).

Le principe de majorité à l'intérieur des fédérations fausserait le fonctionnement de l'organisation anarchiste. Dans les luttes, cela rendrait les minorités actives otages des secteurs les plus réformistes. L'expérience historique montre qu'un tel principe favorise l'illusion réformiste de pouvoir résoudre les problèmes sociaux par les élections.

L'impulsion donnée à l'anarchisme dans l'émergence des mouvements anti-globalisation a certes produit une croissance tant sur le plan numérique que dans l'initiative politique mais ne s'est pas toujours traduit dans la clarté des objectifs et des pratiques libertaires. [...]

Renforcer et retisser les connexions de l'Internationale est donc aujourd'hui un objectif prioritaire pour la construction d'un mouvement d'émancipation sociale radicalement libertaire basé sur des principes organisationnels qui définissent notre idéal et nos pratiques.

Il est aujourd'hui plus clair que jamais pour les classes exploitées et opprimées que l'État et le capitalisme sont irréformables et qu'il n'y a pas de loi qui permette un « adoucissement » des mécanismes d'exploitation, de domination, de spoliation de la planète et de ses habitants. Nous savons bien, d'autre part, que la domination et l'exploitation ont une dimension transnationale accentuée et rend encore plus prégnante la guerre permanente et féroce en cours.

Les possibilités de croissance de l'anarchisme social et organisationnel dépendent de la capacité à développer une critique et une pratique radicale capables de réaliser cet autre monde possible que nous souhaitons. Mais il est entre temps nécessaire de mettre en place des réseaux de communication vastes et efficaces. Réseaux capables de développer la solidarité, la contre-information et des initiatives sur une vaste échelle. Réseaux qui nécessitent le soutien d'une organisation stable telle que l'IFA aujourd'hui, même si cela est encore insuffisant.

Aujourd'hui, le capitalisme est devenu une sorte de seconde nature à tel point qu'on oublie son caractère de construction sociale historiquement datée et devenant ni le meilleur, ni le pire, mais l'unique des mondes possibles. Il y a d'autres mondes, il y a d'autres possibilités.

Fédération anarchiste italienne

Mondialiser la liberté



AUJOURD'HUI, nous pouvons constater un fossé toujours plus croissant entre le travail des mouvements antilibéraux planétaires, qui ont culminé, au début de l'année 2003, avec des centaines de millions de personnes manifestant contre la guerre préventive des États-Unis et de ses alliés contre le régime de Saddam Hussein et, potentiellement, contre tous ceux qui n'acceptent pas leur programme de domination universelle – mouvements qui ont ensuite obtenu un résultat prestigieux avec la faillite du récent sommet OMC de Cancun – et de l'autre côté l'arrogance du pouvoir mondial n'ayant rien à faire du devenir des peuples et de l'environnement.

Ce fossé conduit à un revirement de la stratégie politique des mouvements « no global » qui se transforment lentement en mouvements « new global », s'enfonçant de plus en plus dans les mécanismes institutionnels étatiques, étant toujours plus prêts à s'en remettre aux appareils des partis et aux échéances électorales, et moins radicaux dans leur imaginaire social. Dans ce fossé, le mouvement anarchiste semble trouver sa position spécifique. Une partie de celui-ci poursuit le travail dans la durée, qui tend à transformer la société en changeant les pratiques personnelles et collectives pour aboutir à la « révolution », elle-même préparée et renforcée au maximum, soit comme force politique extra-institutionnelle, soit comme force sociale pourvue d'alternatives expérimentales et autogestionnaires depuis longtemps présentes dans une contre-société diffuse au niveau planétaire.

Une autre partie cherche à surpasser les réelles impasses par un activisme à tous crins, qui risque de se réduire à un nihilisme

spectaculaire qui occupe les médias patronaux et étatiques sous l'étiquette abusive et généralisatrice des « black bloc ». Cet activisme est souvent sans imaginaire alternatif capable de regrouper et de capitaliser la rage au niveau individuel et collectif.

Le mouvement anarchiste est pris au piège entre, d'une part, une représentation médiatique limitée à quelques vitrines cassées, risquant de le bloquer dans la nécessité de résister à la répression ponctuelle qui en découle et qui empêche d'autres formes d'expression sociale et politique plus constructives ; et, d'autre part, une marginalisation insidieuse, et dans un certain sens voulue, par rapport aux partis plus modérés et institutionnels des mouvements « no global ».

Cette frange modérée suit souvent volontiers la scène médiatique planétaire avec ses grands sommets et contre-sommets qui ne laissent aucune trace concrète, autre que la gratification, dans la lutte quotidienne et piègent notre énergie en voulant opposer des gigantesques manifestations aux structures des pouvoirs politiques et économiques au lieu de les désarçonner avec d'autres pratiques.

C'est pour ces raisons qu'en tant qu'anarchistes italiens militant depuis des années au sein des mouvements « no global » et qu'en tant qu'anarchistes fédérés travaillant depuis des années sur le territoire italien nous pensons que le moment est venu de réfléchir ensemble pour trouver une stratégie politique et sociale de longue haleine qui sache s'inscrire dans la réalité quotidienne de l'agir anarchiste et libertaire en harmonie avec les mouvements d'opposition et de protestation présents dans le monde. Une stratégie qui

puisse nous permettre de mettre en avant une proposition anarchiste et libertaire

capable de nous ancrer dans l'imaginaire dissident en tant qu'expression visible d'une idée de transformation sociale égalitaire, anti-hiérarchique, autogestionnaire dans la sphère politique, sociale et économique.

La proposition que nous voulons présenter au mouvement anarchiste mondial est une grande assise des libertaires de tout le globe, réuni par l'appartenance à un idéal séculaire, au-delà des traditionnelles divisions de tendances qui ont enrichi notre pensée anarchiste par des positions plurielles et des tactiques différentes selon les lieux et les moments historiques.

Une rencontre qui nous fasse réfléchir sur la guerre permanente, sur la mondialisation criminelle, sur l'imaginaire libertaire à enraciner dans les sociétés toutes différentes les unes des autres, sur les tactiques à adopter et avec lesquelles se confronter, sur les buts à donner jour après jour à l'engagement militant et culturel de chaque compagne et compagnon.

Pour ce faire, nous sommes en train de travailler à un texte qui mette en place quelques considérations utiles à un parcours de réflexion et pour stimuler une confrontation collective plus large et convergente possible, sans aucune intention hégémonique, sans apparition de sigle et d'appareil de coordination stable pouvant servir à acquérir prestige et visibilité aux dépens des autres.

La méthode, pour parvenir à cette rencontre, sera le révélateur de l'honnêteté des promoteurs de l'initiative qui se construira à travers des moments organisationnels graduels qui engloberont toutes les personnes intéressées.

L'intention des promoteurs de ce projet est de travailler ensemble pour organiser une rencontre mondiale d'anarchistes et de libertaires, en Italie à Carrara en 2005, capable de recueillir idées et propositions de méthode et de fond par rapport à la présence toujours plus importante des anarchistes dans le conflit mondial qui se déroule en ce moment contre les formations souveraines de la mondialisation criminelle.

Cette initiative sera ouverte à tous ceux qui s'engageront au bon déroulement de la rencontre avec un apport manuel et intellectuel démontrant dans les faits le réel internationalisme solidaire des anarchistes qui anticipent l'idée d'une société libre et libérée, que nous portons dans notre cœur et que nous nous efforçons de faire vivre à chaque moment de notre activité et avec chaque fibre de notre existence.

FAIt

Manifestation contre le sommet du G8, cortège de la Claaac, Annemasse, 2003.



Ariel Sharon

un terroriste multirécidiviste

Jean-Pierre Garnier

A VANT de « remercier », l'appareil de la défense et ses différentes branches pour l'opération menée contre le cheikh Ahmed Yassine, le Premier ministre de l'État hébreu s'était déjà empressé de se féliciter publiquement de l'élimination du leader du Hamas en le qualifiant de « terroriste le plus important du Moyen-Orient ». Sharon est vraiment trop modeste: en matière de terrorisme, c'est lui qui décroche haut la main le pompon! Celui que ses partisans surnomment le « bulldozer » a un lourd passé de crimes et s'est toujours distingué par son cynisme au cours de sa longue carrière militaire. Rongé par la haine des « Arabes », il s'est toujours permis de la clamer haut et fort.

On ne peut l'accuser d'avoir laissé faire les basses besognes aux autres, car il a régulièrement mis la main à la pâte. « Il ne faut pas simplement leur infliger des pertes et des souffrances: il faut qu'elles soient très douloureuses », a-t-il coutume de dire.¹ Sharon est adepte, depuis toujours, d'une « solution finale » pour résoudre le problème palestinien. La construction du Mur n'a d'autre objectif que de rendre la vie si insupportable aux Palestiniens qu'ils n'aient, d'autre « choix » que l'exil, à moins qu'Israël ne les déporte massivement, les sionistes ne parlent pas de « déportation », mais de « transfert ».

Le mur



Boucher et terroriste

Militaire professionnel, Sharon a personnellement participé à des massacres de civils, utilisant lui-même la grenade contre vieillards, femmes et enfants: crimes dont il s'est d'autant moins repenti qu'il a ensuite ordonné à ses troupes d'en faire autant. En 1953, le lieutenant Sharon crée l'Unité 101, spécialisée dans les raids destinés à terroriser les Palestiniens et à leur faire quitter leurs maisons. En septembre, il attaque même des bédouins dans la zone démilitarisée d'Al Auja, tuant un nombre de gens qui reste encore inconnu aujourd'hui. Le 14 octobre, son escadron de la mort attaque de nuit le village de Qibya en Cisjordanie et se livre, au massacre de 69 personnes. Même les troupeaux de vaches sont exterminés. En 1956, pendant l'attaque anglo-franco-israélienne contre l'Égypte, les unités commandées par Sharon assassinent des prisonniers de guerre égyptiens et des civils soudanais capturés. Plus de 200 prisonniers auraient été exécutés. En 1971, il se distingue par des opérations « très spéciales » dans la bande de Gaza, à l'aide d'unités surnommées

les « caméléons » parce leurs éléments se déguisent en Arabes pour mieux s'infiltrer.

C'est Sharon devenu général qui dirigera l'invasion du Liban en 1982 lors de l'opération « Paix en Galilée » qui lui donnera l'occasion de prêter main forte à la boucherie des phalangistes maronites qui, pendant deux jours, violeront, tortureront, mutileront et tueront des centaines de Palestiniens dans les camps de Sabra, Chatila et Burj El Barajneh. Entre 800 et 3000 personnes sont abattus à coups de hache ou de balles dans la tête. Un scandale tellement énorme que Sharon fut tout de même mis en cause dans son propre pays. En 1983, il est obligé de démissionner de son poste de ministre de la Défense.

Sharon, qui justifie en permanence ses agissements par « le terrorisme palestinien », a joué un rôle déterminant dans la fondation du Hamas en 1988, donnant des autorisations préférentielles aux islamistes pour la création d'écoles et de programmes sociaux, espérant ainsi réduire l'influence de l'Organisation de libération de la Palestine, organisation laïque. Au moment où l'OLP opérât un tournant historique en reconnaissant le droit à l'existence d'Israël sur 78 % du territoire de l'ancienne Palestine britannique et acceptait qu'un futur État palestinien se contente des 22 % restants.

Avril 2002: le massacre de Jénine et celui de Naplouse sont des opérations calquées sur les précédents exploits de Sharon. Rues éventrées, maisons rasées par centaines au bulldozer géant, fabriques, mosquées et bâtiments classés patrimoine culturel historique par l'Unesco détruits. Plus de 150 Palestiniens tués et un grand nombre de blessés morts d'hémorragies, en raison du refus de laisser les secours pénétrer. Résultat dont le Premier ministre israélien, qui se permet de refuser toute commission d'enquête internationale, se déclarera « très satisfait ».

Colon, voleur de terres

Sharon n'a pas seulement milité pour que les Israéliens puissent acquérir des terres en Cisjordanie à une époque où la loi israélienne ne le permettait pas encore (il faudra attendre 1973). En 1974, il a personnellement pris la tête d'un groupe de colons pour établir un « avant-poste illégal » près de Naplouse. Expérience qu'il a ensuite renouvelée afin de « judaïser les territoires ». Ministre de Begin en 1977, il a permis les « implantations agraires juives » en Cisjordanie et à Gaza. Sous sa houlette, entre 1977 et 1981, plus de

25 000 colons s'installeront dans les territoires occupés; ces colons, pour la plupart membres des groupes religieux fascistes du Bloc de la foi, seront entraînés à former des équipes de tueurs sur le modèle de l'ancienne Unité 101.

En 1980, Sharon crée avec Yuval Neeman l'organisation Prevention of Emergence of another Arab Country in Eretz Israel: PEACE, le sigle qui en résulte ne manque pas d'humour noir. Cette association milite pour l'annexion permanente des territoires occupés.

Maintenant, sous prétexte de « sécurité », Sharon fait construire des murs de 8 mètres de haut à l'intérieur de la Cisjordanie, non seulement pour isoler les Palestiniens dans des ghettos, et les persécuter sans témoins, mais aussi pour annexer davantage encore de terres. Ce nouveau Mur de la honte, avec miradors et barbelés, qui fait déjà plus de 180 km de long et qui doit en faire plus de 600, va permettre d'annexer près de la moitié de la Cisjordanie. Des milliers d'hectares fertiles sont ainsi confisqués, privant de leurs ressources des centaines de milliers de Palestiniens. Et quand les Palestiniens et les pacifistes internationaux, y compris israéliens, protestent contre ce mur, Sharon n'hésite pas à ordonner à sa soldatesque de tirer sur eux.

Corrompu et hors la loi

Sharon ne cesse de fustiger la « corruption d'Arafat ». Il pourrait commencer par balayer devant sa porte. Propriétaire de la plus grande ferme privée d'Israël, il est aussi un champion de l'argent sale, cumulant les « affaires »: fonds occultes pour financer sa campagne électorale, magouilles avec des promoteurs immobiliers, chantage pour obtenir à son fils un poste de conseiller à 30 000 dollars par mois!

Cet odieux personnage se soucie des lois et du droit comme de sa première chemise kaki. Pour lui, les résolutions de l'ONU sont chiffons de papier. Conventions de Genève ou pas, il érige en règle les châtiments collectifs, fait détruire des biens privés, mais aussi des hôpitaux ou des écoles, bloquer l'accès aux soins, à l'éducation, priver les Palestiniens d'eau, de nourriture et d'éducation. Il ne se contente pas d'ordonner de briser les ordinateurs, de brûler ou de faire disparaître les registres d'état civil, ou de rendre inutilisables l'aéroport de Gaza. Il fait dynamiter des tonnes de nourriture envoyées par des organismes internationaux.

La journaliste israélienne Amira Hass d'Haaretz écrivait en avril 2002: « Ce n'est pas par caprice ou vengeance, ce sont des instructions précises que donne Sharon à l'armée israélienne pour qu'elle détruise les institutions civiles et ruine toute chance de constitution d'un État palestinien indépendant et pour faire régresser la société palestinienne ». Des milliers de Palestiniens croupissent en prison. Cela s'appelle la « détention administrative ».

« L'objectif de Sharon, explique le pacifiste israélien Uri Avneri, est de transformer les Palestiniens en épaves humaines dont il pourrait faire ce qu'il veut: les enfermer dans des



Maison de Sharon dans la vieille ville arabe de Jérusalem.

enclaves ou les chasser du pays. » Les soldats israéliens qui refusent de « contrôler, expulser, affamer et humilier un peuple tout entier » sont jetés en prison.

En dépit des conventions internationales sur la libre circulation des personnes, Sharon bloque l'entrée en Palestine. Les missions humanitaires sont refoulées, et les Palestiniens restent isolés, sans aucune possibilité de bénéficier de la solidarité internationale.

Ennemi de la paix

Sharon a toujours combattu toutes les initiatives de paix. Lorsque sont signés les accords d'Oslo en 1993, il monte une grande campagne d'opposition contre leur artisan israélien, le Premier ministre Yitzhak Rabin, jusqu'à l'assassinat de ce dernier. Il appelle les colons à la « résistance » et effectue, en 1993, une tournée aux États-Unis pour combattre les accords et récolter des fonds en faveur des colons les plus fanatiques. Quelques mois plus tard, le 25 février 1994, l'ancien réserviste, Baruch Goldstein, massacre trente Palestiniens priant dans le caveau des Patriarches.

Le 31 mars 1994, Sharon organise un rassemblement de plus de 10 000 Israéliens contre Oslo et le démantèlement des colonies. Tout est bon pour empêcher le processus de paix. En septembre 2000, alors que des pourparlers sont en cours entre le gouvernement de Barak et les Palestiniens, Sharon, encadré par des policiers israéliens, effectue sa désormais tristement célèbre « promenade » sur l'esplanade des Mosquées. Provocation qui aura le résultat escompté: manifestations, jets de pierres violemment réprimés, 28 morts et 500 blessés et l'enterrement du processus de paix.

La tactique de Sharon n'a d'ailleurs jamais varié d'un pouce: provoquer et rechercher des réactions violentes au sein de la société

palestinienne pour pouvoir justifier des « représailles » et détruire toute perspective d'édification d'un État palestinien. Pas question d'accepter la présence dans les territoires occupés d'une force internationale. Pas de témoins gênants: circulez, il n'y a rien à voir.

La paix, Sharon n'en veut à aucun prix. Il traite par le mépris l'initiative du prince saoudien Abdallah qui propose en 2002 l'instauration de relations normales entre Israël et les pays arabes en échange des 22 % de leurs terres. Et quand Arafat obtient du Hamas et du Jihad islamique un cessez-le-feu unilatéral, Sharon s'empresse de devancer le communiqué de presse prévu pour le lendemain en lançant une bombe d'une tonne sur un quartier de Gaza. Officiellement, il ne s'agissait que d'une « opération ciblée »: anéantir l'immeuble où se trouvait le fondateur des Brigades des martyrs Ezzedine Al-Qassam. Bilan: 21 morts et 150 blessés. Adieu la trêve. Tandis que ce nouveau fait d'armes suscite l'indignation de la « communauté internationale » et la contestation au sein d'Israël, Sharon respire.

« C'est l'une de nos opérations les plus réussies », déclare-t-il. Quant à la « feuille de route », beaucoup d'Israéliens sont d'avis qu'il « se torche avec ». L'accord de Genève? Il faut jeter en prison les « traitres » israéliens qui ont osé signer un tel document.

Raciste et fauteur de guerre civile

La haine que voue Sharon aux Palestiniens s'étend à tout le monde et à tous les peuples et individus arabes, de l'Égypte au Liban et à la France. C'est lui qui déclare: « Il y a six millions d'Arabes en France. Les juifs de France vont se trouver en grand danger. Il est grand temps qu'ils fassent leurs valises pour venir en Israël. »

Outre que c'est une déclaration de guerre aux millions de nos concitoyens arabes ou d'origine arabe, cette sommation a pour objet d'exciter la frange la plus belliciste, la plus « sharonienne », des juifs de France. Avec l'objectif d'exacerber les tensions communautaires, surtout si cela devait se traduire par une augmentation de l'antisémitisme.

À quand le prochain exploit de Sharon? Il a déjà réuni ses principaux collaborateurs pour dresser la liste des prochaines « cibles légitimes » de l'armée israélienne. Y figure en bonne place, Abdel Aziz Al-Rantissi, qui avait déjà échappé de justesse à une tentative de liquidation. Ne vient-il pas d'être désigné à la tête du Hamas pour succéder au cheikh Ahmed Yassine? « Un homme qui n'a jamais fait dans la demi-mesure », notait un journaliste de Libération, commentant cette nomination. Comme si le propos ne devrait pas d'abord s'appliquer à Sharon! J.-P. G.

1. Toutes les citations ou informations utilisées ici ont été puisées dans la presse ou des rapports israéliens.

Shara (Sharasojyu)

de Naomi Kawase

L'ARTISTE et vidéaste expérimentale qu'est Naomi Kawase n'éprouve aucune difficulté à montrer dans une sorte de suspense douloureux et profond les traces de la disparition d'un enfant, le travail de deuil et de mémoire qui s'en suit et la lente ré-appropriation de soi et de son histoire, malgré tout. Elle observe avec compassion, comme une personne aimante écoute la détresse humaine. Elle ne raconte et ne filme que ce qu'elle a vécu elle-même. Abandonnée par ses parents qui divorcent, elle est élevée par sa grand-mère qui l'adopte. Tous ses films tournent autour de ce noyau douloureux de l'abandon, de la perte et de la reconquête de soi. La cinéaste a elle-même traversé ces épreuves. Ses plus beaux films ne racontent que cela, mais ce n'est ni larmoyant, ni triste: Shara, c'est l'histoire de la disparition d'un être proche, l'histoire d'un corps manquant (Kei, le frère jumeau) qui obsède et détermine la vie du corps restant, Shu. Et la vie de ses parents. Disparition d'autant plus douloureuse, que le garçon s'est littéralement évanoui, il a été comme avalé, happé par une maison et son corps s'est évanoui en même temps.

Le cinéma sensuel de Naomi Kawase suit les jumeaux dans leurs jeux de poursuite, les perd dans les dédales de la ville de Nara, ancienne capitale du Japon, où la réalisatrice a vécu elle-même, créant ainsi un mystère et une interrogation plus profonde, dépassant toujours le cas, le fait divers, l'anecdote. Son langage de cinéaste élargit le propos en permanence: combien de corps ont disparus, où sont tous ces fantômes du vieux Japon? N'ont-ils pas habités ces maisons et ces ruelles, ne sont-ils pas là dans tout ce qui ne se parle pas, dans tout ce qui accable secrètement? De quel retour du refoulé veut-elle parler à ses parents, aux Japonais?

Comment ne pas s'y perdre, comment vivre sans oublier, comment accepter cette disparition cruelle, comment grandir sans son frère jumeau, mais construire sa propre vie quand même? Comment faire avec la révélation qu'on est un enfant adopté?

Quand elle entreprend le travail sur Shara, elle s'installe avec ses acteurs-personnages du film dans une relation quotidienne. Toute l'équipe vit dans une maison, ça sera la maison du tournage, ça sera leur vie pour et dans le film. Peut-être arrive-t-elle ainsi à créer cette



intensité peu commune qui caractérise ses films. Comme si elle avait écouté pendant des décennies les manifestations secrètes des âmes en émoi. Son cinéma révèle, dans une alchimie dont elle est seule à connaître la formule et l'antidote, l'agitation des corps exposés aux tourments des émotions. A l'observation de ce monde intérieur insondable, elle joint un fil-mage d'une précision exceptionnelle pour capter les manifestations du corps par rapport à cette violence du réel inacceptable. Shara est une autre pierre précieuse qui complètera la lente élaboration d'une œuvre, du travail ô combien spécifique de la cinéaste: étudier les rencontres tourmentées des âmes sœurs/frères, parents/enfants, etc. Shara marque aussi un tournant, car, c'est la première fois, que Naomi Kawase donne la priorité à la «danse» de la vie, à la renaissance – un bébé naît – non pas pour remplacer le corps disparu, mais pour affirmer le mouvement perpétuel. Dans une chorégraphie joyeuse, une danse que Naomi Kawase a inventée, elle célèbre la vie et sa propre guérison.

Heike Hurst

« Je suis journaliste, m'enfin je suis un imposteur quoi! »

POUR CE JOUISSEUR de la vie, tout commence lorsqu'en 1960, il quitte la SNCF et se retrouve à Hara-Kiri: « Là, c'était le début de ma vie, vraiment! [...] On a fait Hara-Kiri puis Charlie-Hebdo parce qu'on étouffait. Les autres journaux, quelle que soit la sympathie qu'ils aient pour nous et la liberté qu'ils manifestent dans leurs pages, n'avaient quand même pas assez de culot. [...] Là, nous étions entre nous, tu vois. On faisait ce qu'on voulait et on disait ce qu'on voulait. On abordait des sujets qui étaient totalement tabous dans la presse. Bon, le sexe évidemment, mais aussi la mort, la religion, l'armée, tout ça. Quand on a commencé à s'intéresser à nous, on nous a demandé ce qu'on était: de gauche, de droite? On n'en savait rien. Alors, on nous disait: vous êtes peut-être anarchistes? Ah! Ouais, ça nous plaisait assez quoi. » Gébé rigole de son bon rire, chaleureux, libre, communicatif.

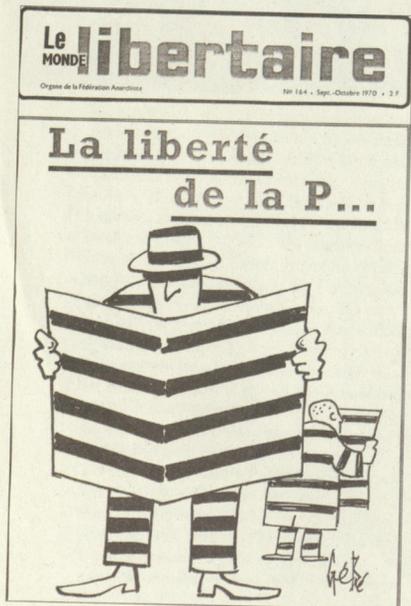
Pour cet « utopiste », être de droite ou de gauche ne signifiait pas grand chose. Dans ses dessins et ses écrits, Gébé a toujours été un « démolisseur » de ce monde déshumanisant. Dès les années soixante-dix, avec *L'an 01*, il lance une diatribe contre cette société de consommation programmée qui fait de chaque individu un Homo economicus. Si Gébé aime rire et plaisanter, c'est en réalité pour tourner en dérision ce monde d'injustices dont il était profondément insatisfait. Lorsqu'il ne « hurlait pas [son indignation] avec les loups », comme il aimait à le dire avec humour, c'était pour se laisser aller à imaginer à travers une littérature rêveuse et poétique ce que cette autre vie pourrait être. Il lisait, à l'époque de notre entretien¹, *Au bord de l'eau*, un vieux roman chinois plein d'espoir qui racontait comment des bandes de voleurs rebelles pillaient les riches pour redistribuer aux pauvres. Bien naïfs ceux, qui, comme feu l'académicien Jules Romains pensent qu'« il faut une candeur qui ne se trouve guère dans une tête de Paris, pour se complaire à imaginer dans le détail un avenir idéal [...] »². Gébé aimait s'émerveiller et rétorquait à ceux convaincus de cela, que pour lui, ce n'était pas des « illusions qu'on entretient comme on cherche à rester en forme pour rester jeune. Non [disait-il] c'est que c'est sincère quoi, c'est ressenti ». Dans cette sincérité, il y avait aussi toute l'humilité et la générosité de Gébé.

Très discret, il n'était pas de ceux qui cherchent à se faire une réputation en s'éri-

geant en porte-parole de telle ou telle lutte. D'ailleurs il n'a jamais cherché à s'introniser en « leader d'opinion », comme on dit à *Libération*. Son combat était autre: « Il y a des gens qui sont proches de personnes, c'est mon cas. Je veux dire, moi, je ne connais personne, je ne fréquente personne³, je ne prends pas le thé ni des repas avec qui que se soit, donc quand ça me toc, quand ça me pique, je peux dire ce que je veux, tu vois. Les gens qui prennent en compte l'opinion des gens du pouvoir, là ça commence à être autre chose. Je ne veux pas dire que c'est malhonnête mais... ça veut dire que tu vas te mettre à comprendre des gens, à supporter des choses qu'ils font parce que ça va peut-être déboucher sur quelque chose d'intéressant; alors, il faut les encourager, les supporter, être indulgent pendant un certain temps. Moi, ce n'est pas du tout mon attitude. Disons que je suis assez radical, assez anarchiste. Voilà ».

Issu d'un milieu modeste, il semblait profondément attaché à des valeurs comme la loyauté, l'absence de calcul, la haine des privilèges, dispositions éthiques, selon Georges Orwell, engendrées par la condition ouvrière. À 74 ans, cet auteur insolite, était heureux lorsqu'il pouvait encore vous surprendre, vous étonner. Quand vous lui demandiez: « c'est quoi pour toi un bon journaliste? » Il vous répondait tranquillement: « ben, c'est quelqu'un qui travaille pour un bon journal ». Son œil vif et pétillant vous regardait et Gébé éclatait, alors, de rire. Il jubilait. Et vous aussi.

Valérie Minerve Marin



Le Monde libertaire n°164, octobre 1970

1. Entretien réalisé avec Gébé en juin 2001 dans le cadre d'une recherche en sociologie sur Charlie Hebdo.

2. Jules Romains, « Les Hommes de bonne volonté », *Le Monde Diplomatique*, avril 2004.

3. On rappellera que Philippe Val, le patron de Charlie Hebdo, déjeune avec le renégat Serge July tandis que Serge Halimi dîne avec un « aimé en reniement » Régis Debray, conseiller attitré de (Castro, Allende, et des princes: Mitterrand, Chevènement, Chirac, etc.) Ce prince des conseillers compterait parmi « les plus grands intellectuels vivants [sic] », emblématiques de la « résistance [re-sic] », invités pour les cinquante ans du Diplo. Guy Hocquenghem dans sa Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary, dénonce avec sagacité nos deux compères experts en apostasie. Pour autant, S. Halimi, préférait sans vergogne l'ouvrage d'Hocquenghem réédité chez ses copains d'Agone.

Les Amis d'ta femme

Le groupe Les Amis d'ta femme a enregistré un disque en 2003 intitulé *Album noir... et rouge aussi un peu* qui regroupe quatorze chansons révolutionnaires, de la Commune à nos jours. Deux personnes du groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste les ont rencontrés pour les lecteurs du Monde libertaire, le 26 mars 2004 lors de leur concert à la salle Victoire 2, près de Montpellier.

Le Monde libertaire: Comment avez-vous orienté votre travail de groupe vers ce répertoire de chansons, comment les avez-vous rencontrés et comment les avez-vous sélectionnés ?

Kraspek: On a l'idée de chanter des chansons révolutionnaires depuis très longtemps, quasiment depuis l'origine du groupe. On les a rencontrées de diverses manières, à l'époque, on militait, David et moi, à la FA et à la CNT, dans les manifs, etc. On s'était intéressé au sujet. Donc, on en connaissait quelques-unes, notamment la Chanson de Craonne qui figure sur l'album, et d'autres qu'on chantouillait... Pour les sélectionner, on a fait appel à tous nos camarades, de partout, que se soit à L'Urubu à Valence, qui est une librairie libertaire, à d'autres gens qui faisait partie de la FA, de la CNT ou de l'OCL, qui nous ont envoyé plein de chansons, de partitions et d'enregistrements...

Frankoi: L'Encre rage de Grenoble aussi, qui a fermé ses portes depuis...

Kraspek: C'était une librairie libertaire également. Et donc, comment on les a choisis ? Deux critères principaux ; la chronologie, parce qu'on voulait que ça parte de la Commune et que ça arrive jusqu'ici ; donc, on ne s'est pas attardé, notamment sur la Commune, y'en a quand même déjà trois. Mais c'était une par période, la guerre de 14, la guerre de 36, le néo-capitalisme en ce qui concerne la chanson la Java du caniveau, les années de plombs en Italie, etc. On a trouvé des chansons antérieures à la Commune, mais on a pensé que ce n'était pas la peine de les mettre. On a trouvé des chansons dites révolutionnaires, du moins anti-pouvoir de l'époque, jusqu'à l'époque de Mazarin, de Richelieu, etc. On a trouvé une chanson qui date de 1648, c'est la plus vieille qu'on ait trouvée, mais ça ne servait plus à rien. L'idée principale, c'est de dire ; que peu importe l'époque où elles ont été écrites, elles sont toujours valables maintenant. C'est ça qui a fait qu'on a choisi ces chansons. Même si le vocabulaire change un peu, elle sont toujours

valables, ça veut dire que la lutte continue, qu'il y a toujours quelque chose à faire.

ML: Combien avez-vous vendu de disques maintenant ?

Kraspek: On approche des 10 000 calmement. Sachant que l'ADSL fera le reste !

ML: Pour faire que des textes anciens aient une résonance contemporaine, il faut aussi choisir les musiques ; sur le disque, cela va du rock au reggae, du ska au java musette. Comment est-ce que vous avez choisi les musiques, est-ce que ce sont des choix collectifs, individuels ?

Kraspek: Déjà, la plupart des morceaux, se sont des partitions qui existent, donc ce sont de vrais thèmes, sauf pour certaines où on a fait complètement la musique, sur deux d'entre elles en l'occurrence. Sinon, c'est simple ; Frankoi déchiffre une partition à la guitare... C'est souvent des chansons très martiales, on avait envie de sortir un peu de cette idée-là. Quand il y a une couleur d'accords qui nous faisaient penser : « Tiens, plutôt un rock'ab', un rock steady », c'est naturellement vers ça qu'on s'est orienté. Par contre, on a un modèle sur cet album, c'est le travail qui a été fait par le comité « Motivés », par Zebda, avec l'album bien connu où il y a le Chant des partisans, ou chaque morceau est d'un style radicalement différent, ça nous faisait marrer tous les trois et donc voilà, l'idée était de faire ça.

Frankoi: Il y a une différence avec Zebda, qui est à mon avis fondamentale, c'est que tout l'album de Zebda reste marqué par un son, même si ce son voyage au travers de différents styles ; que ce soit de la country, de la java, du ska, etc. C'est un son acoustique qui est quasiment toujours le même tout le long de l'album. Le concept chez nous a été totalement différent, ce sont des univers différents et, à la limite, il n'y a pas de lien.

Kraspek: Enfin si il y a un lien, c'est une phrase bête qu'on se répète souvent : « C'est à la manière de, mais pas comme ». On fait du



ska, du rock steady et du reggae à la manière de, mais pas comme. Là, on y est bien arrivé, du moins, moi, je suis très fier de la couleur qu'il a. Et, accessoirement, on a axé le traitement de son global de l'album sur quelque chose de très « variétés » dans un but évident; c'est d'être accessible par la majorité, contrairement à beaucoup d'autres albums dit libertaires, ou de compilations de chansons révolutionnaires dans lesquels on retrouve souvent les morceaux qu'on a enregistrés, mais qui sont ou punk rock ou dans des interprétations totalement désuètes de java. On avait pas envie de faire un morceau pour un public d'initiés, on avait envie justement de faire partager l'idée libertaire au plus grand nombre.

Frankoi: Il y a des anecdotes rigolotes à ce sujet-là, j'ai lu par exemple des critiques sur le net, de gens à priori impliqués dans la vie anarchiste et qui hurlent leur grand dieu quand on fait de la Dynamite, qui est une java à l'origine, un morceau punk rock, ça les fait hurler de rage. On était relativement surpris par la réaction.

Kraspek: Oui, puisque l'idée étant la tolérance globale et absolue, ouah, c'est chelou. Moi ça me fait marrer de faire la Dynamite punk rock, double grosse caisse, guitare sur les genoux, ça la rend accessible et, en plus, ça fait marrer les marmots, et faut pas oublier que c'est à 17, 18 ou 20 ans que tu commences à te poser des questions sur ta conscience politique, si ça peut aider, enfin aider, montrer à des jeunes qu'il y a autre chose qui se passe, qu'il n'y a pas que l'UMP et le PS. Notre boulot, il est là, et je crois qu'on y est arrivé.

ML: Vous avez démilitarisé le rythme un peu pesant de *A las barricadas*.

Frankoi: ça, c'est une réussite des Fils de teupuh parce que c'est eux qui ont fait l'arrangement à leur sauce propre.

ML: Justement puisque tu en parles, il y a un travail très fréquent qui se fait entre vous, avec Les Escrocs, Les fils de teupuh. Qu'est-ce qui vous rassemble?

Kraspek: Le bergerac et le bourgogne.

Frankoi: Effectivement, il y a un lien qui est une passion partagée pour le bon vin et l'ivresse qui en découle aussi. On est admiratif du travail des Escrocs et d'Éric Toulis, de Toulis plus particulièrement. Et puis on arrive à se marrer ensemble. Et, eux, le projet les intéressait aussi. Éric, de toute façon, a un langage bien hard.

Kraspek: Tout bêtement, ce sont des pots. On a des choses en commun, que ce soit l'idée libertaire... On aime bien le boulot qu'il font, il se trouve qu'ils nous le rendent

bien. Les Teupuh, ça a été pendant longtemps et puis ça restera un groupe un peu frère, on a fait des tournées ensemble, etc. Il y a d'autres gens qui sont venus jouer, comme les Blankass, ce sont des gens avec qui on n'a pas de partage au même titre qu'on peut l'avoir avec Les Escrocs ou les Teupuh, mais on avait la volonté d'inviter plein de gens. Pas pour faire les malins en disant: y'a un tel qui joue... Comme on voulait plein de styles différents, il est évident que la participation des Escrocs nous aidait à faire des trucs un peu « soleil » qu'on ne sait pas faire.

ML: Pour finir, en concert à Millau l'été dernier, vous aviez eu des mots sévères contre les femmes. On vous en a fait des remarques?

Frankoi: Je pense qu'elles sont amplement méritées, par contre qu'il y ait une incompréhension sur l'état d'esprit dans lequel on les fait oui, mais on les cherche.

Kraspek: Globalement elles sont méritées, bien évidemment, on va pas essayer maintenant de faire amende honorable ou quoi que se soit, mais quand tu vas voir une pièce de théâtre, tu ne t'attends pas à ce que l'acteur te raconte sa vie. Il va te raconter la vie du rôle qu'il joue. Moi, je suis payé pour faire du spectacle, tous les gens qui croient que ce qu'on peut dire sur scène c'est notre vie, se trompent. On nous paye pour raconter des histoires, c'est notre métier. En ce qui me concerne, parce que c'est souvent à moi que s'adressent ces remarques, je suis passionné par les dames, et tu ne trouveras pas plus galant homme que moi. Maintenant, j'ai envie de sortir le ventre, et de dire: « Aller vous faire foutre, toutes les filles sont des connes »; moi, ça me fait rire. Guitry a fait ce travail-là pendant des années, et si ça se trouve, il aimait beaucoup les dames et, à mon avis, quand on aura hersé tout ce qu'il a labouré, on pourra commencer à parler des dames. On a cette remarque très souvent mais beaucoup moins maintenant, mais j'ai déjà entendu des trucs du genre: « Macho une balle, Kraspek une rafale »; tant pis, c'est un jeu.

Frankoi: On l'a beaucoup moins maintenant, parce qu'avant en trio, Kraspek développait un personnage absolument excessif dans ce sens-là, mais il y avait toujours David qui prenait le contre-pied, donc maintenant qu'on n'a plus le contre-pied systématique, on va moins jouer avec ça.

Kraspek: Par contre, on va continuer à jouer Marie Odile, parce que souvent c'est ce morceau qui pose problème, et je continue à le chanter bien évidemment. Maintenant je répond à ces gens-là que s'ils n'ont pas assez d'humour pour comprendre qu'on fait se travail-là comme ça, c'est eux qui ont un problème avec les femmes, c'est pas moi.

ML: Maintenant, votre projet, il y a un disque en préparation je crois?

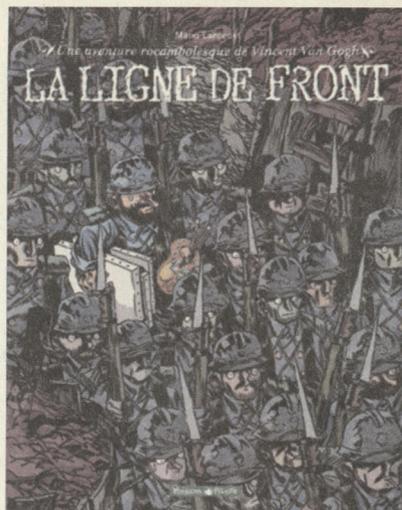
Frankoi: Un album qu'on compte sortir le dernier trimestre 2004.

Kraspek: Qui est globalement, si la question arrive, de quel style va-t-il être? puisqu'on a surpris tout le monde avec l'album Noir, il va être à cheval entre les deux selon moi. Mais on va changer de ton, ça va toujours être un petit peu « pipi cacca » mais moins qu'avant, un petit peu anarcho bien évidemment, peut-être un petit peu moins qu'avant. On règle quelques comptes, globalement on avait envie de dire un truc et on va le dire. L'idée, c'est que le travail de l'artiste, si tant est qu'on en soit, encore qu'on se considère plutôt comme des artisans, c'est pas de faire ce qu'on te demande de faire mais c'est d'amener des choses nouvelles, donc voilà, ça va peut-être encore en surprendre quelques-uns. On n'a actuellement aucune idée comment on va jouer cet album sur scène, par contre on enregistre principalement Frankoi et moi, avec d'autres gens avec qui on sous-traite les cuivres, parce qu'on ne sait pas les faire. Il va être encore surprenant, en tout cas je l'espère.

ML: Merci et bon concert!



Gueules cassées et vaines tranchées



« L'EXALTATION de la confrontation, l'odeur de terre retournée et de poudre, l'imminence de l'ennemi... Peindre la guerre va être passionnant: elle est si jolie! » La poésie de Morancet, un général planqué, fait dégueuler le caporal Van Gogh. Le bonhomme qu'on croyait six pieds sous terre depuis 1890 avec une oreille au rayon boucherie se coltine pourtant le galonné le temps d'une aventure rocambolesque où « ça va cruellement manquer de tournesols... ». Leur mission? Grimper au front et envoyer au président du Conseil des tableaux représentant l'« esprit » de la guerre. Histoire qu'il pige pourquoi les poilus rechignent à se faire trouer le cuir.

Les gaz puis les balles du peloton d'exécution destinées aux déserteurs, les gueules cassées et les cendres des villes... Des dialogues trempés dans l'acide. Avec son nouvel album *La Ligne de Front*¹, le dessinateur et scénariste Manu Larcenet signe un pamphlet violemment antimilitariste. Il sort des tranchées de 14-18 et s'attaque à la logique guerrière. Cette logique qui veut que le citoyen et le soldat ont le devoir de défendre la patrie.

Comme dirait le général Morancet:

« Si certains doivent être sacrifiés pour sauver le plus grand nombre, eh bien, nous devons le faire... »

— Et si possible, sans trop d'états d'âme... », ricane Larcenet, planté sous le casque de Van Gogh.

La critique de l'auteur prend des accents libertaires. Elle épingle mine de rien l'injustice économique qui habille les uns en prolos et les autres en bourgeois. Elle insiste sur la responsabilité individuelle et balaye les « J'ai des ordres, moi aussi... » d'un revers de planche. Ellé dénonce les décisions des politiques, « élus par le peuple... » et « trop éloignés du front pour bien saisir toute la réalité ». Apparaissent ainsi en filigrane le refus de la délégation de pouvoir et le désir d'égalité sociale. Du plouc au gradé, le pacifisme du dessinateur reste cependant intégral. Aussi

Larcenet-Van Gogh ne se réjouit-il pas lorsque le général termine en bouillie pour les chats. Question de respect de l'être humain.

La bande dessinée amène également à questionner le rôle des médias en temps de guerre. Un miroir se dresse entre le peintre d'Arles, envoyé pour dépeindre le front « avec précision et honnêteté », et les journalistes d'aujourd'hui. Pour parler la langue du président du Conseil croqué par Larcenet: il faut ressentir « ce qu'éprouvera le soldat au moment de l'assaut », « plonger au cœur des combats », « voir la guerre dans les yeux de nos soldats ». Pas de toiles « bien documentées », non, de l'« émotion », coco...

De l'émotion, le peintre en file, à sa façon, à deux fantassins en déroute, à coups de jaune et de feuilles vertes tarabiscotées. Et voilà qu'au coin d'une case surgissent de nouveau points d'interrogation. Quel rôle joue l'art dans la société? Un artiste et un bourgeois, ça serait-y pareil vu que ça ne bosse « ni à l'usine, ni aux champs »? Réponse de Larcenet-Van Gogh: « Le bourgeois n'a d'autre rêve que de posséder alors que l'artiste n'a d'autre possession que ses rêves ».

Des ombres chinoises pour le souvenir des soldats crevés; des tronches d'oiseaux, des gueules d'engoulevants, pour le destin funeste des autres; des traits nets ou charbonneux; de la grisaille pour les porte-fusils et des couleurs chaudes pour l'état-major... Y en a de pleines besaces chez Larcenet. Ça, oui. Mais peut-être ne devons-nous plus y chercher ni morale ni sens: « Sur la ligne de Front, il n'y a plus rien. »

Hertje

groupe Ici et maintenant, Bruxelles

1. Manu Larcenet, *Une aventure rocambolesque de Vincent Van Gogh. La Ligne de front*, Dargaud, Collection Poisson pilote, avril 2004, 48 pages couleur, 8 euros.

agenda

Vendredi 16 avril

Chambéry

Le groupe Acratie de la FA organise un débat public sur l'élargissement de l'Europe à l'Est, avec la participation de membres de la FA tchèque et slovaque, à 20h30 à la Maison des associations.

Sommières (Gard)

Le groupe Gard-Vaucluse de la FA tiendra une table de presse à la Fiesta rock, avec la Fraction, Lutins bleus et Monstergas. À 19 heures, à la salle polyvalente.

Samedi 17 avril

Lille

Marche pour la fermeture des centres de rétention, de Lille à Lesquin. Départ à 14 heures, place de la République, à l'appel de la Mouette enragée.

Marseille 3^e

Nuit de l'anarchie organisée par le Cira: exposition, conférence-débat: « la propagande par le fait » à 17 heures, pièces de théâtre: *Casério anarchiste* et *la Commune* à 21 heures. Le tout à partir de 15 heures au théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré.

Paris 11^e

Projection du documentaire *la Terre ne se vend pas, on l'aime et on la défend*, suivie d'un débat sur la lutte des habitants d'Atenco, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, à 16 heures.

Rouen

La FA participe au rassemblement contre les lois Sarkozy-Perben, devant le palais de justice à 15 heures.

Mercredi 21 avril

Partout

Journée d'action nationale des travailleurs sociaux.

Jeudi 22 avril

Montpellier

Débat sur le projet de loi de prévention de la

délinquance, animé par des membres de la CGA travaillant dans l'éducation spécialisée. À 20h30, à la Mauvaise Réputation, 20, rue Terral.

Vendredi 23 avril

Vienne (38)

Manifestation à 8 heures, pour le procès de trois membres de la Confédération paysanne pour fauchage d'OGM.

Lyon 1^{er}

Repas africain en soutien à la librairie la Gryffe, à 20 heures au Café libertaire. Réservations: 04 72 00 94 10. Paf: 5 euros.

Du 23 au 29 avril

Paris

Semaine antipub, organisée par le CCP, Dignité, la FA, OLS, Rap, le RATP et Robert Johnson. Infos: www.antipub.net.

Samedi 24 avril

Chelles

À l'occasion des 50 ans de la FA, le groupe Sacco-et-Vanzetti organise une réunion publique avec la projection du film *Foi d'anar* (documentaire sur Maurice Joyeux) à 20h30, 1bis, rue Émilie (près de la gare RER E).

Fessenheim

Le tour de France pour sortir du nucléaire débutera auprès de cette ravissante centrale pour s'achever le 24 mai à La Hague.

Lyon 1^{er}

Fête de soutien à la feuille *Idees noires*, à 17 heures à la Plume noire. 17 heures: projection du film *Ici et maintenant*, suivie d'un débat; 19 heures: buffet et petite restauration; 20h30: **Sam en concert.**

Paris

Concert punk-oi de soutien au Scial-CNT, à partir de 18h30, 33, rue des Vignoles, M^o Avron. Paf: 5 euros.

Du 24 avril au 9 mai

Grenoble

Fraka. festival des résistances et de alternatives au capitalisme. Programme: festival.fraka.free.fr

Lundi 26 avril

Amiens

Rassemblement antinucléaire à 14 heures place Gambetta, à l'appel du collectif libertaire antinucléaire.

Vendredi 30 avril

Lyon 3^e

Journées rouges et noires pour un 1^{er} Mai lutte de classe. Soirée concert à 20 heures, salle du foyer Montchat, 53, rue Charles-Richard; Paf: 10 / 8 euros. Avec Michel Fernandez Trio Soledad, Ame, Fred, Organisé par LIP.

Samedi 1^{er} mai

Lyon 1^{er}

Journées rouges et noires pour un 1^{er} Mai lutte de classe. Le matin: manif (rendez-vous à préciser). Nous rejoindrons ensuite la manif intersyndicale. À midi: repas de quartier, place Sathonay, organisé par Radio Canut. À 17 heures: film *Paroles de bibs* et débat avec un syndicaliste; au Cinéma Opéra, 6, rue Joseph-Serlin, organisé par la CNT et la Gryffe; Paf: 6 euros. À 21 heures: concert avec Calavera, à la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, organisé par Culture de classe; Paf: 3 euros.

Nancy

Manifestation du 1^{er} Mai: départ à 10 heures place Stanislas, suivie d'un pique-nique libertaire au parc de la pépinière.

Nîmes

Les mauvais jours finiront... De midi à minuit, au théâtre du Périscope, 4, rue de la Entrée libre, organisé par le groupe Gard-Vaucluse de la FA.

Radio libertaire

Vendredi 16 avril

Enjoy polar: de 12 heures à 13 heures, une interview de la romancière Dominique Manotti, qui quitte le polar contemporain pour ausculter le Paris collabo en juillet 1944, pour son nouveau roman, *Le Corps noir*.

Jazz en liberté: à partir de 22h30, Johnny Griffin quartet en public (1967), Dewey Redman trio (1973), Dexter Gordon quintet en public (1973), David S. Ware quartet (2000), Ricky Ford sextet en public (2001), Sonny Rollins/Coleman Hawkins quintet (1963).

Samedi 17 avril

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, la répression policière dans et hors les entreprises.

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, *Les cosmopolite*. Socialisme et judéité en Russie (1897-1917) de Claudie Weill (Syllepse). Appel: Une autre voix juive. Avec Claudie Weill et Pascal Lederer.

Jardins d'Orpheus: de 21 heures à 1 heure. Le beau métier de luthier, du choix du bois à la fabrication du violon. Le point sur une profession. Voyages en pays touaregs en poésie et en musique.

Mercredi 21 avril

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, lettres, téléphone et blues. Femmes libres: 18h30 à 20h30, avec Odile Merckling pour son livre *Emploi, migration et genre, 1950/1990*.

Vendredi 23 avril

Jazz en liberté: à partir de 22h30, le flutiste Michel Edelin pour la présentation du CD « Open Frontiers », et son duo avec le flutiste Carlos Bechegas. Puis: Sam Rivers « Rivbea Orchestra » en public (1982), Nicole Mitchell « Black earth ensemble » (2002), Eric Dolphy trio en public (1961), James Newton quartet (1989), Roland Kirk quintet en public (1970), Jeremy Steig quartet (1970).

Samedi 24 avril

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, *Classe fantôme*. Chroniques ouvrières de Jean-Pierre Levaray, avec l'auteur.

89,4 MHz
en région parisienne

« La terre ne se vend pas...
on l'aime et on la défend ».

SLOGAN FÉTICHE des habitants de San Savador Atenco, ville du Mexique de 40 000 habitants située à 50 km de Mexico. Un slogan qu'ils ont su défendre avec une détermination sans faille.

En octobre 2001, la sortie d'un décret d'expropriation par le gouvernement fédéral prévoit l'expropriation des terres d'Atenco en vue de la construction d'un aéroport international. Ce décret signifie la disparition de la ville.

Pendant plus de 2 ans, les habitants, dont une majorité de paysans, vont mener une lutte sans concession en s'attaquant au pouvoir dans toutes ses représentations, et en amorçant des pratiques autogestionnaires (cf. article du *Monde libertaire* n° 1345).

Projection-débat le samedi 17 avril à 16 heures à Publico.

Pour les débats à Publico, on fait une petite pose en Mai, mais en juin c'est reparti:

le 12 juin répression dans les transports et le 19 juin éducation zapatiste.

M.

1^{er} mai 2004 de midi à minuit
Les mauvais jours finiront...
Au Théâtre du Périscope,
4, rue de la vierge, à Nîmes

12 h : "Apero-bouffe" en jazz avec 2+2
14 h-19 h : Rencontres-débats
• 14 h 30 : 1939, les Espagnols dans les camps de concentration en France
• 17 h : 2004, les réponses anarchistes au désordre capitaliste

20 h : Soirée-concert avec
Pascal Vantès – inclassable
Myriam Amoux – world music
Chris Gonzales – folk urbain
MOS Crew & Soul Food Prod – rap

entrée libre

Groupe Gard-Vaucluse Fédération Anarchiste
BP 5015 - 30900 Nîmes
Site : www.fv-30-84.org

Une belle affiche pour une belle journée nîmoise.

FESTIVAL DES RESISTANCES
ET DES ALTERNATIVES

DU 16 AVRIL
AU 9 MAI

CONTRE ATTAQUONS !!

PRELITE
OPERE
PORAL
RAISON
SEXISME
INTEGRITE
SOCIETE
SOCIETE DE CONSUMMATION

INFORMELLES
ZONES DE GRATUITES
QUENI
STREET
PUBTY
L. PHOTOS
ARTS
RENCONTRES
ZONE D'INFORMATION LIBRE

ST ETIENNE

LA QUATRIÈME ÉDITION du Festival des résistances et des alternatives aura lieu du vendredi 23 avril au dimanche 9 mai.

Durant toute la durée du festival, 19 panneaux et 54 photos expliquant la guerre d'Espagne, puis l'exil des révolutionnaires seront installés au restaurant la Ola, 2, rue Élise-Gervais, et au bar le Ramingrobis, rue Georges-Dupré. (Visibles aux heures d'ouverture).

Le programme complet est en cours de bouclage et sera disponible auprès de la CNT-42 ou sur les sites Internet: resistances.info, free.fr ou sur lennume-zero@lautre.net

Les mille et une Folk

« FOLK À LIER », l'émission de musiques traditionnelles, world et apparentées sur Radio libertaire fête sa 1001e.

Dimanche 18 avril

Cinq heures de direct, de 12 heures à 17 heures, et en public depuis le Forum Léo-Ferré (11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine). Au programme: mini-concerts, discussions & débats avec: John Wright et Catherine Perrier (chansons et musiques traditionnelles, pionniers du folk en France); Amann Rik (musique bretonne compositions et arrangements); Dialto (duo accordéon/quinton, musique traditionnelle française à danser); Michel Sikiotakis (musiques traditionnelles irlandaise et française); Frédéricque (chansons bretonnes et celtiques); Umkulu (didgeridoos tribal festif); La Maurache (musique du Moyen âge et de la renaissance), ainsi que Philippe Goutte (président de Zone franche, le réseau des musiques traditionnelles), Michel Le Cam (sonorisation et musique traditionnelle française), Michel Clac'h (Radio Pays), l'association Phileas Folk, et François Marchal (40 ans du Groupe sans gain).

Co-organisation: Folk à lier, Radio libertaire et le Forum Léo-Ferré; participation aux frais: 5 euros. Attention, places limitées!

Renseignements et réservations au 06 84 59 50 51

Lilas

Il dit un jour
Plus rien

Sinon l'odeur des lilas

*

Que tes larmes soient
Leur langue fraîche

Dans la gloire de l'éphémère
L'huître perlière
D'un baiser fabuleux.

Ou simplement
Le souvenir d'un enfant rêveur

*

De naître ou de mourir
Ils font si peu de cas.

*

Braises dans le feu
Une fleur absente
Ou perdue

Les Masaï disent
Que ce sont des étoiles.

*

Sous la cendre des mots
Et leur mortelle trahison
Nous disions l'odeur des lilas

Nous en faisons alors des colliers de corolles
Qui ne tenaient qu'au fil d'un silence

*

Les enfants disent
Que ce sont des étoiles qui rouillent
Quand le lilas ne nous parle plus.

Claude Kottelanne